

Construire la Paix

EED (Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement)

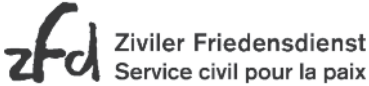
Financé par le BMZ (Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand pour la Coopération Economique)

Travail de Paix en période d'élections : Défis et potentialités



EED (Evangelischer Entwicklungsdienst – Service des
Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement)

Financé par le BMZ (Bundesministerium für
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand
pour la Coopération Economique)



Tous droits réservés pour tous pays

1^{ère} édition, Septembre 2011
Copyright © 2011 by SCP/EED,
Bafoussam, Berlin

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng
Traduction vers le français : Chantal Abu Eiseh
Copyright photos : Zenü Network, Media HEAL Africa,
Gender HEAL Africa
Production et conception: Eberhard Delius, Berlin
Mise en page: Reihs Satzstudio, Lohmar
Impression: Format Druck, Berlin
Printed in Germany

contact:

Flaubert Djateng: fdjateng9@gmail.com
www.peaceworkafrica.net

Sommaire

Introduction	7
<i>par Flaubert Djabateng et Christiane Kayser</i>	
Élections et travail de paix : une équation difficile...	10
<i>par Christiane Kayser</i>	
Les élections en Sierra Leone et au Liberia vues par les populations – Interviews croisées en Sierra Leone sur les prochaines élections au Liberia en 2011 et en Sierra Leone en 2012	15
<i>par Shecku Kawusu Mansaray</i>	
« En Côte d’Ivoire, c’est une démocratie sans éthique qui se construit » – L’historien et philosophe camerounais Achille Mbembe livre son point de vue sur la crise ivoirienne	29
<i>par Achille Mbembe et Sabine Cessou</i>	
Élections au Cameroun : les Jeunes à l’écart	35
<i>par Flaubert Djabateng</i>	
La Région des Grands Lacs : les enjeux électoraux	42
<i>par Christian Kuijstermans</i>	
Mahmoud Mamdani sur les élections en Ouganda	49
<i>par Sean Jacobs</i>	
Élections 2011– 2013 en RDC : contexte et défis	53
<i>par Onesphore Sematumba</i>	

Engagement des membres du réseau SCP Grands Lacs et des participants à l'atelier de Goma (RDC), avril 2011	65
Les élections et les logiques identitaires : quel rôle pour les professionnels SCP ?	67
<i>par Marie José Mavinga Kumba</i>	
Participation des femmes, mais à quels systèmes de gouvernance ? – Une étude sur des organes de prise de décision au niveau local à l'Est de la RDC	72
<i>par Albert Mushiarhamina Kengo et Desiree Lwambo</i>	
Le CRAFOD et l'accompagnement des populations aux élections pour une culture de paix au Bas-Congo	79
<i>par Angèle Mazimi et Pierre Fichter</i>	
Expérience du RIO par rapport aux élections en RD Congo	86
<i>par Odile Bula Bula et Jessie Bohr</i>	
A travers la CEJP – Burundi l'Eglise Catholique a joué un rôle-clé lors des dernières élections	88
<i>par Par Apollinaire Niyongabo</i>	



Photos documentant un atelier organisé par HEAL Africa à Goma en août 2011, où de jeunes artistes congolais ont exprimé comment ils voient l'avenir de leur pays. Ils ont puisé dans l'histoire, dans

Introduction

Pour le sixième cahier de « Construire la Paix » nous avons choisi de traiter le thème du « Travail de paix en période d'élections ». En effet, nos partenaires et professionnels en RDC, en Sierra Leone, au Liberia et au Cameroun, mais aussi les partenaires et collègues de l'AGEH au Burundi et en RDC, étaient et restent préoccupés par le défi que posent les processus électoraux pour ceux qui travaillent contre la fragmentation et pour la paix et la stabilité.

Les événements autour des élections en Guinée et surtout en Côte d'Ivoire ont déstabilisé toute l'Afrique de l'Ouest et la Sierra Leone comme le Liberia sont fortement influencés par la situation de leurs voisins, ne serait-ce que par le flux de réfugiés qu'ils accueillent. Notre collègue Shecku Kawusu Mansaray, coordinateur SCP/EED, a fait une enquête à Freetown, Sierra Leone, pour recueillir les voix des populations par rapport aux élections à venir et à la situation dans la région.

Nous avons également reproduit une interview avec le chercheur camerounais Achille Mbembe sur les leçons à tirer de la situation en Côte d'Ivoire et les processus électoraux en Afrique.

l'internet, utilisé ce qu'ils voient localement et dans le monde globalisé. Ils veulent être acteurs et s'impliquer dans la construction de l'avenir. (voir aussi : www.healafrika.org)



Au Burundi et au Rwanda les élections se sont déroulées en 2010. Nos collègues Apollinaire Niyongabo de la Commission Episcopale Justice et Paix du Burundi et Christian Kuijstermans coordinateur du programme SCP/AGEH dans la région des Grands Lacs, nous livrent leurs analyses sur ce qui s'est passé.

Nous reproduisons des extraits de ce que le chercheur Mahmoud Mamdani a publié sur la situation électorale dans son pays d'origine, l'Ouganda.

En RDC et au Cameroun les élections sont prévues pour fin 2011. Les membres du réseau SCP en RDC, des partenaires et professionnels de EED et d'AGEH, ont développé en avril 2011 à Goma des principes pour acteurs de paix en période électorale que nous reproduisons.

Nous reprenons un article d'Onesphore Sematumba de Pole Institute à Goma sur les enjeux et défis électoraux en RDC.

Marie José Mavinga, coordinatrice nationale SCP/EED en RDC, donne un exemple sur le rôle des professionnels dans une telle situation.

Desirée Lwambo et Albert Mushiarhamina Kengo de HEAL Africa à Goma partagent les résultats et analyses de leur recherche sur la participation des femmes dans les processus politiques en RDC.

Angèle Mazimi et Pierre Fichter de CRAFOD au Bas Congo développent les éléments du travail de leur organisation en préparation des élections.

Odile Bula Bula et Jessie Bohr résument leurs initiatives du RIO à Bukavu lors des dernières élections en 2006.



Flaubert Djateng, coordinateur du Zenü Network et membre du noyau d'accompagnement SCP/EED, se penche sur l'exclusion des jeunes de la vie politique au Cameroun.

Christiane Kayser du noyau d'accompagnement SCP/EED et de Pole Institute analyse les liens entre gouvernance, démocratisation et élections en Afrique.

En tant qu'accompagnateurs du SCP dans plusieurs pays d'Afrique et consultants engagés pour un changement porté par les populations nous prôtons un travail de fond sur la gouvernance qui se base sur des éléments de légitimité et de redevabilité ancrés dans les cultures africaines tout en incluant des façons d'être et de faire développées dans d'autres parties du monde globalisé. L'enjeu ne se réduit pas aux résultats de tel ou tel processus électoral mais consiste en l'appropriation des processus politiques par une bonne partie des populations, notamment des jeunes et des femmes.

Avec le démarrage d'un programme SCP au Cameroun qui vient s'ajouter à ceux des régions des Grands Lacs et Mano River notre série de publications pourra encore mieux contribuer à faciliter des débats et échanges d'expériences inter-africains. Nous espérons que cette publication contribuera à un dialogue fructueux sur cette thématique importante et créera des synergies entre acteurs en Afrique francophone et anglophone.

*Flaubert Djateng, Christiane Kayser
Août 2011, Bafoussam, Les Barthes*



Élections et travail de paix : une équation difficile

par Christiane Kayser, noyau d'accompagnement SCP, EED

Des élections libres et transparentes sont souvent considérées la voie royale vers la démocratie, un garant de la démocratisation, le critère essentiel pour distinguer les « bons » des « mauvais » régimes.

Dans le discours de La Baule en juin 1990 François Mitterrand fit comprendre aux chefs d'Etat africains réunis sous l'égide de la France que désormais – après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide – il faudrait se mettre « à la démocratie » afin de bénéficier de bonnes relations avec la France et ses alliés. Même au delà du « pré carré », en Afrique francophone et anglophone les événements en Europe se firent sentir : les régimes africains se mirent à montrer des « velléités démocratiques » hélas très rarement portées par des mouvements populaires réclamant le changement. Le Mali est une des exceptions remarquables : un mouvement né de la société civile balaya la dictature et réorganisa le pays. En général cependant et en dépit des nombreuses conférences nationales, les dictateurs au pouvoir se mirent

« Aujourd'hui il n'y a pas de personnes idéales à prendre en exemple pour les jeunes »



à peindre des façades démocratiques nickel, surtout en organisant des élections plus ou moins transparentes et libres comme exercice de style.

Les cultures citoyennes existant dans les différents pays étaient et sont enracinées surtout dans le traditionnel et l'informel où il existe de nombreuses formes de redevabilité et de sens civique¹ qui n'est cependant aucunement lié à l'Etat moderne imposé par les colonisateurs. Jusqu'à ce jour dans l'expérience de la plupart des gens en Afrique, l'Etat ne se manifeste qu'en réclamant des taxes, réprimant, vivant de corruption, dirigeant et contrôlant de loin et dans certains cas comme en RDC même en pillant et en insécurisant à travers une soi-disante armée non payée. Très rarement l'Etat est vécu comme une institution qui rend service, régule, préserve la paix et la stabilité. Ceci explique que le citoyen dans de nombreux pays d'Afrique se pense appartenant à une nation plutôt abstraite qui se manifeste surtout dans le sport et la musique², mais avant tout il se sent redevable à une communauté, un clan, une région, des traditions ou des regroupements informels, pratiquement jamais à un Etat.³ Or les populations ressentent bien le besoin d'une

¹ Voir entre autres: Tangwa Sa'a Elvis, Chefferies traditionnelles africaines : quel rôle 125 ans après la Conférence de Berlin ?, page 73 à 90, dans Cahiers du Mapinduzi 2, Bafoussam/Berlin, décembre 2010

² ... d'ailleurs souvent utilisé comme anesthésiant par les tenants du pouvoir

³ Voir par exemple : Mahmood Mamdani, Citoyen et sujet. L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif (Collection: Histoires du Sud) SEPHIS-Karthala, Paris, 2004



« Nous devons apprendre des autres tout en gardant notre identité »

force régulatrice et de consensus communautaires. Comme disaient les paysans burkinabé lors des efforts de décentralisation dans les années 1990 : Etat, prends-moi, mais ne me touche pas ! Pour eux le « politique » devrait rester dans la capitale car il allait créer des déséquilibres et des conflits dans les communautés rurales parvenues à un fragile équilibre de forces sur base de négociations et d'efforts diplomatiques « à l'ancienne »⁴. En même temps ils étaient et sont tout à fait conscients du besoin d'une force régulatrice légitimé par tous ou du moins une majorité de gens.

La façon la plus simple et évidente pour y arriver nous semble, à nous Occidentaux, l'organisation d'élections dignes de ce nom. Or ce qui chez nous a évolué sur base de mouvements et de revendications populaires et reste cependant toujours imparfait, suscitant hélas de moins en moins d'intérêt chez les jeunes, trouve un ancrage encore bien plus difficile dans des pays où pour la plupart des gens l'appareil d'Etat n'a aucune légitimité, où la classe politique consiste essentiellement en des personnes représentant leurs propres intérêts ou ceux de leur clan sans aucune redevabilité au delà. Il n'est donc guère surprenant que les campagnes électorales et les élections ne sont pas vécues comme une opportunité de participation à la vie politique et au changement, mais surtout comme un moment difficile fait de tensions et de conflits parfois violents. Beaucoup d'Africains redoutent le moment des campagnes

⁴ Voir Raogo Antoine Sawadogo, L'Etat africain face à la décentralisation : la chaussure sur la tête, Karthala, Paris, 2001



électorales et des élections ; ils poussent un soupir de soulagement quand cela se passe sans trop de casse. On est très loin d'une participation active des populations dans la vie politique. Ou bien les gens restent à l'écart ou bien – s'ils jouent un rôle – c'est celui de claquer, de masses manipulées les unes contre les autres, instrumentalisées dans leur extrême pauvreté avec des pagnes et de la bière par tel ou tel candidat, divisées suivant les appartenances régionales ou ethniques. Les exemples récents de la Côte d'Ivoire et de la Guinée (Conakry) n'illustrent que trop bien les périls liés aux processus électoraux.

Comme dit le chercheur camerounais Achille Mbembe dans une interview que nous reprenons plus loin dans cette publication : « Les élections sont devenues chez nous l'instrument de la division. » (page 49) S'il s'agit dans certains cas de « démilitariser le politique », il y a également lieu d'inventer des formes nouvelles de participation populaire à la gestion de la cité (et du village). La résignation, l'apathie, l'indifférence, voir le désespoir des populations en ville et dans les campagnes sont très compréhensibles mais extrêmement dangereuses pour l'avenir des sociétés africaines.

Sans l'implication notamment des jeunes et des femmes dans le politique comme acteurs – et non comme masse manipulée et divisée – les pays africains ne pourront avancer ni dans ce qui est communément appelé développement, ni dans la démocratisation. Or les élections ne sont qu'un des maillons dans la chaîne de la gouvernance.

Pour les organisations et individus travaillant pour la stabilité et la paix dans leur pays et leur région cette situation est un des plus grands défis. En 2010 il y a eu des élections au Burundi et au Rwanda. En 2011 il y a notamment des élections en RDC, au Liberia, au Cameroun. En 2012 c'est le tour de la Sierra Leone. Tous nos partenaires et professionnels dans ces pays sont directement concernés dans leur travail quotidien.

Comment rester crédibles et se positionner comme acteurs au service des populations ? Comment réagir aux situations de tension et de violence qui risquent de se produire ? Comment contribuer à la « politisation » de la société civile sans faire le jeu des « détenteurs et accapareurs

de pouvoir » ? Comment se protéger contre les pressions de politiciens et de puissants qui souvent requièrent avec ruse ou force le soutien des ONG et des Eglises ? Comment intéresser les jeunes et les femmes à une vie politique qu'ils ne connaissent que comme victimes de la corruption, de la répression et de la violence ? Que pouvons-nous apprendre du « printemps arabe », des mouvements populaires en Afrique du Nord, des nouvelles formes de mobilisation qui dans certains cas ont balayé des dictateurs mais peinent maintenant à traduire leur sursaut en système politique ?⁵

Il n'y a pas de recette miracle mais les différents partenaires du Service Civil pour la Paix en RDC, au Burundi, en Sierra Leone et au Cameroun essaient de trouver des pistes. L'analyse participative de la situation, des opportunités à saisir et des pièges à éviter est toujours une base essentielle pour ce travail. Les principes dégagés par les partenaires de la RDC et du Burundi à Goma en avril 2011 (voir page 65) fournissent également un point de départ.

Le travail de paix et la participation à la gouvernance ne commencent ni ne s'arrêtent avec les élections. Or les modes traditionnels et informels de légitimité et de redevabilité ne tournent pas autour d'élections. Il s'agit de contrats souvent oraux, mais d'autant plus contraignants, entre gouvernés et gouvernants. Cela se joue surtout au niveau local et il y a des aspects négatifs et nuisibles, mais également des éléments à valoriser et à intégrer dans la gouvernance « étatique ». Or ces réglementations traditionnelles et informelles sont souvent en perte de vitesse et parfois détournées dans notre monde globalisé sans pour autant être remplacées par des valeurs et règles acceptées par tous. Il est impératif de ne pas réduire la démocratisation à un mimétisme mal digéré des systèmes occidentaux mais de développer avec les concernés des modes de gouvernance adaptés et ancrés dans le vécu permettant l'appropriation par les populations. C'est une tâche de longue haleine qui est une des conditions essentielles d'une paix durable.

⁵ voir par exemple : Tahar Ben Jelloun, *L'étincelle, Révoltes dans les pays arabes*, Gallimard, Paris 2011

Les élections en Sierra Leone et au Liberia vues par les populations

Interviews croisées en Sierra Leone sur les prochaines élections au Liberia en 2011 et en Sierra Leone en 2012.

par Shecku Kawusu Mansaray, Coordinateur régional
du programme du Service Civil pour la Paix dans la Mano River Region
(SCP/EED)

Au cours des deux prochaines années, 2011–2012, la Sierra Leone – ancienne colonie britannique – et son voisin anglophone le Liberia, organiseront des élections démocratiques multipartites. Les citoyens de ces deux pays attendent avec crainte mêlée d'espoir ces scrutins nationaux. Ils expriment leur angoisse croissante dans ces interviews réalisées durant la période des pluies (juillet 2011).

Ces interviews ont été réalisées de façon informelle la plupart du temps en Krio (la lingua franca de Sierra Leone) et dans les dialectes locaux des différentes communautés. Les réponses ont été traduites en anglais par Shecku Kawusu Mansaray.

La Mano River Region (Sierra Leone, Liberia, Guinée et Côte d'Ivoire) a été décrite comme la région la plus instable d'Afrique subsaharienne. Au cours des dernières années, les quatre pays de la région ont connu des violences terribles, soit des rébellions (en Liberia et en Sierra Leone) ou des violences post-électorales comme en Guinée Conakry et en Côte d'Ivoire. En 2009 et 2010, les citoyens des anciennes colonies françaises de Guinée Conakry et de Côte d'Ivoire ont organisé des élections multipartites démocratiques qui ont eu des conséquences désastreuses pour la population civile. En Guinée Conakry, les élections ont quasiment dégénéré en guerre tribale entre Mandingos et Fullahs/Peuls. En Côte d'Ivoire, il y a eu conflit entre le Sud, soutenu par les militaires, et le Nord, soutenu par une milice rebelle.

Nous avons voulu simplement recueillir les points de vue de citoyens et ruraux, femmes et hommes, jeunes et vieux, sur les élections à venir. L'objectif étant de nous mettre à leur écoute afin de mieux accompagner cette période difficile dans notre travail pour la paix et la stabilité.

Question : Que représentent pour vous les élections dans la région du fleuve Mano prévues au Libéria en 2011 et en Sierra Leone en 2012 ?

Réponse d'un étudiant de la Faculté des Arts :

Nous avons vu et entendu comment se sont déroulées les élections chez nos voisins de Côte d'Ivoire et de Guinée Conakry dans la région du fleuve Mano. Elles se sont révélées des événements si déstabilisateurs et traumatisants pour les populations que si je ne croyais pas aux principes de démocratie et de gouvernance participative, j'aurais souhaité qu'aucune élection ne soit plus jamais organisée dans cette région. Pour répondre à votre question, je pense que les élections me donnent une chance inespérée de décider qui gouvernera mon pays. Je me réjouis de cette opportunité, mais mes sentiments sont partagés. Les élections peuvent se révéler positives ou au contraire dévastatrices pour notre région en fonction des partis, des dirigeants et de la commission électorale. La Guinée Conakry et la Côte d'Ivoire ont été littéralement mises en pièces. J'espère que les nouveaux dirigeants auront la patience de recoller les morceaux pour donner une perspective unique à une entité solide. Pour dire la vérité, les périodes d'élections sont des périodes durant lesquelles je prie pour que le meilleur arrive tout en m'attendant au pire.

***Réponse d'une étudiante d'un collège universitaire
de formation d'enseignants :***

J'ai toujours peur lorsque les élections approchent. C'est le moment de prier pour que les Libériens réélisent pacifiquement Mrs Johnson Sirleaf pour qu'elle puisse continuer à construire une paix chèrement gagnée. Les Libériens sont entrés dans l'histoire en élisant la première présidente d'Afrique. Son action contre la corruption et la reconstruction du pays a été plutôt positive. C'est ce que je constate. Espérons que nous aurons des élections pacifiques, sans tricherie de la part des responsables. J'espère aussi que les Libériens prieront pour nous en 2012. Quand la campagne électorale se déroule sans violence, nous nous réjouissons normalement de cette période en Sierra Leone. Nous espérons qu'à l'annonce des résultats, les perdants et leurs supporters accepteront le choix des urnes. C'est ce qui me fait le plus peur. Que Dieu nous protège des politiciens avides de pouvoir. Qu'il s'agisse des élections au syndicat des étudiants ou des élections nationales, c'est le même problème. Toute tentative de fraude entraîne forcément la violence et la désorganisation de la vie du collège. C'est ce qui me gêne dans les élections, de même que les sommes d'argent dépensées.

***Réponse d'un Guinéen vivant en Sierra Leone,
charretier :***

Je ne sais pas ce qui va se passer, peut être que le gouvernement changera et expulsera les vendeurs de rues. La vie est dure, c'est difficile de circuler avec la charrette dans les rues bondées. Si elle touche aux marchandises des commerçants, ils se retournent contre nous, nous battent et nous prennent tout notre argent.

Laissez-moi vous dire ceci : je ne voterai pas aux prochaines élections, je ne suis pas né ici, ce sont les citoyens qui décideront. S'il n'y a pas de bagarre, je resterai, sinon, je retournerai chez moi en Guinée. Je suis arrivé durant les troubles des dernières élections dans mon pays.

Je suis Peul, les Mandingos nous ont chassés de nos maisons. Ma famille est repartie en Guinée, mais moi j'essaie de rester ici.

Réponse d'un chauffeur de taxi à Freetown :

Les élections ne changeront rien, ni en bien ni en mal. Le problème c'est le prix de l'essence, les producteurs se battent (le monde arabe et le Nigeria) et les élections ne feront pas baisser le prix de l'essence.

Les gens ont rouspété quand le gouvernement a augmenté le prix de l'essence et est passé du gallon au litre. Moi j'aimais bien le système du gallon. Le prix de l'essence a monté quand on est passé du gallon au litre et les clients sont mécontents et se plaignent chaque jour. Quelquefois, ils se bagarrent avec les chauffeurs. Ils ne veulent pas payer la petite augmentation.

Quand les élections arriveront, je rentrerai chez moi jusqu'à ce que ce soit fini. Il y a trop de fous dans cette ville. Je ne sais pas ce qui se passe au Libéria. J'ai entendu dire que le Président était une femme. Ils ont cessé de se battre, c'est mieux pour eux et pour nous.

Réponse d'une vendeuse de produits fermiers sur la grand route de Bo à Freetown :

Eh ! Je vais encore voter pour mon parti – Rouge – dans cette circonscription. Je vais voter. Je vais participer à la campagne et à la fête. Je ne permettrai pas à l'autre parti de gagner encore une fois. Ils ont trop tardé à faire cette route dont nous profitons enfin. Au Libéria aussi, cette femme va gagner. On n'a pas entendu parler de guerre depuis qu'elle a gagné. Et elle va gagner encore une fois. J'espère que Charles Taylor ira en prison et ne reviendra pas pour troubler la paix au Libéria et en Sierra Leone.

Réponse d'un agriculteur au sud de la Sierra Leone :

Les politiciens vont faire des tournées pour essayer de récupérer nos voix. La dernière fois, ils ont dit que les tracteurs et les motoculteurs attendaient au port. Après leur victoire, on n'a pas vu les tracteurs, ils ont disparu. Nous utilisons toujours nos houes et nos serpettes.

Malgré tout je veux bien voter s'il n'y a pas de bagarre. Depuis 2002 il n'y en a pas eu. À toutes les élections, j'ai voté pour mes candidats. Ils ont quelquefois gagné et la dernière fois, ils ont perdu. Pour 2012, on attend de voir. S'il y a des violences, j'emmènerai ma famille dans un endroit sûr jusqu'à ce que ce soit fini.

Réponse d'un professeur dans la région rurale du Nord :

Pour moi, les élections à venir constituent un test pour les deux gouvernements au pouvoir. Au Libéria et en Sierra Leone, les deux gouvernements sont arrivés au terme de leur mandat et veulent rester au pouvoir. Ils ont tous les deux accédé au pouvoir en période de transition calme dans des situations de post-conflit. S'ils gèrent bien les élections pour un deuxième mandat, il y aura la paix. Sinon, je serai déçu. C'est dur pour moi et ma famille car les prix augmentent mais pas les salaires. Ils disent que notre pays n'a pas d'argent pour payer de bons salaires, alors nous les pauvres employés nous devons faire preuve de patriotisme et faire avec ce qu'ils nous donnent, même si ça ne suffit pas. Alors quoi ? Les élections se succèdent, on n'a toujours pas de fournitures scolaires ni de salaires acceptables.

Réponse d'une enseignante dans la région rurale du Nord :

Bon, quelquefois les élections désorganisent le système scolaire, ce n'est pas bien. Quelques professeurs partent travailler pour l'organisation des élections. Je vote, mais je ne prête pas attention aux bla-blas de la campagne. Celui qui sera élu ne s'intéressera pas à nous ni aux élèves, donc

je vote pour mon parti parce que je veux que mon peuple dirige le pays. Si j'étais libérien, je voterais pour Mme Sirleaf. C'est un bon exemple de réussite. Je l'aime bien. Je prierai pour elle.

Pour la Sierra Leone, je vois qu'il y a encore beaucoup à faire, c'est peut-être pour ça que les gens ne voudront pas d'un nouveau gouvernement. Moi, je veux le changement : de nouvelles équipes amélioreront peut-être un peu les choses avant que ça ne tourne mal encore une fois. Les parents rouspètent trop, surtout ceux qui ont beaucoup d'enfants scolarisés.

Réponse d'un vendeur de poisson vivant à Kenema, à l'Est de la Sierra Leone :

Je ne sais pas pourquoi il va y avoir de nouvelles élections. Les choses ne vont jamais mieux pour les pauvres. Nous achetons très cher ici à Kenema du poisson frais par carton. Chaque année, le prix du carton augmente de 20 000 à 35 000 Leone. Ça veut dire que nous devons vendre plus cher. C'est difficile de vendre ici aux gens pauvres. Seuls ceux qui font le commerce du diamant peuvent s'offrir du poisson frais.

Maintenant il y a du poulet congelé bon marché, du coup il y a des gens qui en achètent plutôt que du poisson mais il y en a qui préfèrent le poisson mais ne peuvent en acheter que très peu parce qu'ils n'ont pas grand-chose en poche. C'est dur. Que ceux qui veulent des élections en prennent la responsabilité. Moi je pense que l'argent des élections devrait être distribué sous forme de micro-crédit aux femmes qui vendent sur les marchés, comme ça elles auraient plus de marchandises à vendre, et pourraient rembourser les prêts après avoir fait un bon bénéfice. Les élections, c'est pour les politiciens.

Réponse d'un vendeur de légumes de la rue Garrison, Freetown :

Les élections vont apporter la paix et l'on pourra vendre sans être embêtés par les collecteurs de la municipalité. Ils ne sont pas raisonnables. Ils

demandent toujours plus. Au moment des élections, ils ne sont pas trop exigeants, nous laissent tranquilles mais après, ils reviennent avec leurs tickets. Quand il y a des problèmes comme des bagarres entre les supporters, les voleurs pillent nos marchandises et la police s'en fiche. C'est pour ça que les élections ne sont pas une bonne période pour moi. Quand la campagne et le vote se passent tranquillement, comme la dernière fois, on se réjouit, on porte les Ashoibi et on danse. Oh ! ça fait toujours plaisir, mais pour l'année prochaine, je ne suis pas sûr. Ils veulent nous chasser de là où nous gagnons notre vie. L'homme politique qui ne veut pas nous voir travailler ne gagnera pas dans cette zone ! Allez les marchands !

Réponse d'un cordonnier de Kenema, ayant fui Zimmi, à la frontière du Libéria et de la Sierra Leone :

Moi, je viens de Zimmi. Je suis venu à Kenema durant la guerre. Je reste ici parce qu'il y a beaucoup de chaussures à réparer ici, plus qu'à Zimmi. Ce qui est bien avec les élections, c'est qu'on peut choisir le dirigeant qu'on aime. Moi je continuerai à réparer les chaussures, quel que soit le gagnant, je continuerai.

Pendant les élections, je travaille plus, les gens usent leurs chaussures et ils me les apportent pour que je les répare. Je les fais payer et ils sont contents de le faire. S'il n'y a ni bagarre ni tués, j'aime la période des élections. Pour le Libéria, pas de problème, cette femme – Ellen ? – elle va gagner. Depuis qu'elle est au pouvoir, il n'y a pas eu de Libériens venus chasser les singes en Sierra Leone. Laissez-moi vous dire quelque chose. Avant que la guerre n'éclate au Liberia, le premier signe a été les chasseurs de singes : ils sont venus et ont eu des permis pour chasser les singes dans mon village. Et voilà, la vie est devenue si difficile que les gens ne peuvent pas s'offrir de viande de boeuf. Quand les gens commencent à manger leurs cousins, c'est que les choses vont vraiment mal. Après avoir chassé les singes, ils ont commencé à se battre avec les fusils qui leur servaient à chasser. Cette femme a rendu la vie plus facile au

Libéria et maintenant ils ne viennent plus pour nos singes. Moi, je répare les chaussures, même en ce moment. C'est tout ce que je sais faire. J'ai réparé les chaussures des soldats gratuitement pendant la guerre quand personne ne pouvait me payer. C'était dur. Recoudre leurs chaussures quand ils sont là, le fusil entre les mains. Bon, maintenant, tout ça c'est fini à condition qu'ils ne recommencent pas à se bagarrer pendant les élections.

Réponse d'un tailleur à Magburaka, au nord de la Sierra Leone :

Avec les élections il y aura plein de Ashobi (*tenues d'une même étoffe, ici pour le soutien à un parti pendant la campagne électorale*) à coudre pour les femmes. Ah ! l'autre fois, j'ai passé une dure journée en prison parce que je n'avais pas fini les robes des supporters. Les femmes ont appelé la police et ont prétendu que j'avais saboté leur candidat. C'est seulement par la grâce de Dieu que je n'ai pas passé la nuit dans cette sale cellule avec ces criminels. Les élections, c'est mauvais. C'est nul quand les gens sont trop assoiffés de pouvoir et profitent des pauvres.

Depuis ces dernières années, il n'y a pas beaucoup de gens qui travaillent, la vie devient dure. Moi, je ne dirai rien car ils diront que je sabote leur gouvernement. Ils aiment les t-shirts quand il y a un événement comme ça ils n'ont pas besoin de payer le tailleur. En fait il y a peu de gens qui demandent aux tailleurs de leur faire des vêtements. Les riches achètent du prêt à porter, les pauvres achètent des fripes qui viennent de l'étranger. Ça a tué le métier des tailleurs. Je ne me plains pas. J'attendrai les élections. Si je peux voter, je voterai et je sais pour qui je voterai.

Réponse d'un chauffeur de taxi motard :

Je ne sais pas comment un nouveau gouvernement nous traitera, nous les chauffeurs de taxi. Je préfère garder le gouvernement actuel. Il nous fait payer des amendes à la police. La police nous contrôle tout le temps

et nous met des contraventions de 30 000 à 50 000 Leone quand on roule sur des routes interdites. Et pourtant il n'y a pas de panneaux qui indiquent jusqu'où on peut aller. Les contraventions sont chères. Parfois ils sont trop durs avec nous, ils peuvent même être violents, pour dire la vérité. Si on veut leur échapper, ils tirent sur nos vêtements et quelquefois nous tombons avec nos passagers. Ils peuvent nous confisquer très vite la clé de contact et après il nous faut pousser la moto jusqu'à la station de police et payer l'amende. Mais ils nous laissent faire notre boulot bien que ce soit difficile dans cette ville bondée; s'ils interdisent notre métier ce sera encore pire, pas seulement pour nous les coursiers mais pour la police aussi qui n'aura plus personne à arrêter.

Réponse d'un chauffeur de taxi motard dans la région rurale de l'Est :

Ce n'est pas à moi de parler des élections en Sierra Leone et au Libéria. Je ne suis qu'un pauvre coursier. Demandez à la police qui nous arrête quand on a trop de passagers. Je prends trois personnes sur ma moto, une qui paiera pour la police, une le propriétaire de la moto et une dont je garderai l'argent. Quand je ne suis pas arrêté, c'est deux pour moi et une pour le propriétaire et zéro pour la police gourmande. Si les leaders le veulent, cette élection sera comme la dernière. S'ils veulent le chaos, ils l'auront ; s'ils veulent la paix, ils l'auront aussi. En tout cas, ce job est bien parce qu'on gagne vite de l'argent. C'est juste un peu dangereux car on risque des accidents. Mais bon, en tout cas il n'y a pas autre chose à faire et l'on a besoin d'argent. Au Libéria ce sera comme ici. Moins tendu si c'est une réélection. Intéressant non ? Une femme au Libéria et un Man pikin (jeune) en Sierra Leone. Pas de souci pour les pays de la région du Mano. Les troubles en Guinée Conakry et en Côte d'Ivoire ne nous atteindront pas. On en a soupé avec les bagarres.

Réponse d'un responsable d'école de plus de 60 ans à l'est de la Sierra Leone :

Les élections en Sierra vont encore accentuer la division régionale. Comme d'habitude, les gens ne voteront pas sur les grands thèmes importants, mais en fonction des partis et des alliances régionales. Malheureusement cela n'amènera aucun changement. Ou à peine. En ce qui concerne la conduite des élections, cela dépendra beaucoup des acteurs – c'est-à-dire le parti au pouvoir, les partis de l'opposition et bien sûr la commission électorale – et aussi des supporters mais ceux-ci ne viennent qu'au second rang. Leur comportement dépendra des leaders. On souhaite une élection qui se déroule de façon pacifique dans la région. Les violences qui ont éclaté dans les deux pays francophones ne se produiront pas en Sierra Leone et au Liberia parce que nous, nous avons eu notre part de batailles entre gens qui voulaient le pouvoir. Au bout du compte, rien n'a changé pour la population. Je dis à mes élèves et aux enseignants que l'ambition du pouvoir ne justifie pas qu'ils risquent leur vie et qu'ils doivent donc éviter la violence.

Réponse de Philip Koroma, élu local à Tonkolili :

Pourquoi m'interrogez-vous ? Adressez vous à l'homme de la rue. Pour moi les élections c'est l'occasion que les gens s'expriment franchement. Cette fois, le peuple évaluera notre performance et nous réélira ou non. Notre parti est au pouvoir, au niveau local et au niveau national. Nous sommes au service du peuple de ce pays. Au Libéria et en Sierra Leone, nos élections constituent un test crucial pour la démocratie. Nos dirigeants ont été démocratiquement élus et nous voulons maintenir cette tradition salutaire. La voix du peuple c'est la voix de Dieu. Les souhaits des Sierra-Leonais seront respectés lors des prochaines élections. Nous ne voulons pas que la région du fleuve Mano soit déstabilisée. Nous espérons gagner, et si nous ne gagnons pas, nous quitterons le pouvoir pacifiquement parce que le monde nous regardera. Quand les troupes

des Nations Unies étaient ici, des élections locales et nationales se sont déroulées pacifiquement. Au Libéria aussi, maintenant, nous devons montrer que nous avons fait des progrès en matière d'auto-gouvernance.

En ce qui me concerne, c'est la deuxième fois que je me présente. La première fois, je ne connaissais pas bien mon peuple. Maintenant, après mon premier mandat, je sais ce que veut mon peuple : la paix et le développement. Je suis prêt à assumer les tâches qui m'attendent même si nous n'avons pas d'argent pour tout faire tout de suite. Nous sommes dans un pays en situation d'après-guerre avec tant de choses à reconstruire et à réhabiliter. Ma campagne est centrée sur le chômage des jeunes. Les jeunes ont besoin de travail, mais il n'y en a pas, il faut donc créer des emplois et former les jeunes, en particulier les femmes, ce sera notre plateforme pour les prochaines élections – au niveau régional et au niveau national.

Pour le Libéria, après le référendum, tout est prêt pour cette année. Après un référendum dans le calme et crédible, les élections se dérouleront bien. J'ai confiance dans cette femme, Ellen Johnson Sirleaf.

Réponse d'un membre local de l'opposition, Robert Fortune :

Pour moi, les prochaines élections sont très importantes. Les échecs de ce parti qui gouverne mal nous font de la publicité. Ils n'ont pas pu tenir leurs promesses. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, notre monnaie s'est effondrée par rapport à toutes les devises étrangères : par exemple la livre sterling a dépassé les 7 000 Le, le dollar vaut 4 500 Le et l'euro plus de 6 000 Le. Cela signifie que le coût de la vie grimpe chaque jour. Dites-moi la vérité : qu'est-ce qui va nous empêcher d'arriver au pouvoir lors des prochaines élections ? Nous allons gagner. À condition que ce mauvais parti actuellement en place ne répète pas ici le scénario Gbagbo. Nous serons de nouveau au pouvoir en 2012, au rendez-vous. Ce parti incapable doit quitter le pouvoir et le siège du gouvernement la tête basse... Oui, oui, cette élection constituera un test pour l'APC

(All People's Congress). En tant que parti, l'APC n'a pas encore connu le goût amer de la défaite. S'il perd, ce sera une première et ils devront nous montrer qu'ils sont assez mûrs pour quitter le pouvoir sans violence. Les élections ne sont pas une affaire personnelle, c'est l'affaire du peuple que nous représentons. Nous avons perdu les précédentes élections parce que la population, très impatiente en situation d'après-guerre dans cette ville congestionnée de Freetown, a trouvé que nous n'allions pas assez vite pour remettre en route les services de base et nos soutiens internationaux partageaient cet avis. Croyez-moi, la communauté internationale a en quelque sorte précipité le changement de régime en Sierra Leone en 2007. OK, avec l'aide du président de la Commission Electorale, Mme Christiana Thorpe. C'est pour cela que le SLPP l'a poursuivie en justice et maintenant il est établi qu'elle a violé la constitution en annulant les élections de tout un district tenu par le parti au pouvoir sans organiser d'élections partielles. Nous aurions pu protester, mais nous sommes trop civilisés. Nous sommes allés devant les tribunaux. Cette fois, elle fera mieux j'espère !

Pour le Libéria, nous regardons ce qui se passe et nous prions pour eux. Nous sommes dans la même région. Si quelque chose va mal, les populations chercheront plus probablement refuge ici que dans les pays francophones. Nous prions pour des élections pacifiques en Libéria. La Sierra Leone est le plus petit pays de la région du fleuve Mano, je veux dire en termes de surface et de population. Quand nos voisins sont en mauvaise posture, nous en ressentons ici directement et fortement les conséquences. Nous espérons que tout ira bien au Libéria cette année et en Sierra Leone l'année prochaine.

Réponse d'une femme au foyer de 42 ans de Freetown :

Nous devons nous préparer au cas où les jeunes vont aller à la bagarre pour soutenir leurs candidats. Grâce à Dieu, j'ai voté pour la première fois de ma vie en 2002 aux dernières élections. Ça se passait bien, du coup je suis sortie pour aller au bureau de vote. Je ne connaissais pas le

candidat, mais mon mari le connaissait et m'a dit de voter pour lui parce qu'il était de notre parti. Je voudrais voter encore une fois pour que mon parti gagne et continue à faire du bon travail dans le pays. C'est juste le prix du riz et de l'essence qui est trop élevé. Mais mon mari dit que c'est « mondial ». Je ne comprends pas de quoi il s'agit, mais la vie est chère et pas facile. Mais bon, ça a toujours été comme ça, plus ça va et moins ça va. « salone agains » (en sierra-leonais : je suis dégoûtée).

Réponse d'une infirmière à la Clinique pour enfants de moins de cinq ans:

Peut-être que les choses vont changer après les prochaines élections. Ou peut être que ce sont les gens qui vont changer en mieux. Ce gouvernement a fait en sorte que les soins médicaux soient gratuits pour les mères qui allaitent et les enfants de moins de 5 ans. Maintenant nous devons gérer la situation sans salaire correct. Etant donné que c'est gratuit, toutes les femmes qui viennent demander des soins disent qu'elles allaitent et quelques-unes empruntent même des enfants pour pouvoir accéder aux soins médicaux gratuits. Nous avons dû mettre en place des mesures pour mettre un terme à ce procédé. Pour les autres, les enfants n'atteignent pas forcément 5 ans – ici en Sierra Leone c'est terrible. Mais on ne peut pas leur en vouloir, les médicaments et les soins sont parfois très chers. La situation est difficile et ne s'améliore pas.

Les autorités portuaires n'aident pas les services sanitaires. Il y a quelque temps, des voleurs ont été pris en train de voler des médicaments au port : les autorités ne les avaient pas dédouanés dans les 43 jours qui suivaient leur livraison. Si les médicaments restent trop longtemps à l'ombre au port, les voleurs évidemment essayent d'en voler et de les vendre sur le marché. En tout cas, les élections n'y changeront rien. C'est aux gens eux-mêmes de changer leur comportement. Ils doivent tenir compte du passé récent de la Sierra Leone et faire preuve de compréhension vis-à-vis de nos dirigeants qui nous aident à reprendre le fil de nos vies et compatissent.

C'est ce que nous a dit le Ministre quand nous avons fait la grève pour demander une amélioration des conditions de travail des médecins, des infirmiers et du personnel de santé. Le ministre devrait aussi discuter avec les autorités portuaires et les voleurs, peut-être même avec les mères qui prétendent allaiter !

Réponse d'une femme pasteur de Freetown :

Pour moi, la période des élections, c'est le moment où les fidèles prient Dieu pour que nous ayons un dirigeant qui prenne en charge notre pays qui souffre. Il n'y a que lui qui puisse guider notre choix. Les difficultés d'aujourd'hui sont temporelles aux yeux de Dieu. Elles disparaîtront avec la volonté de Dieu.

Les Sierra Léonais méritent un leader choisi par Dieu. Prions Dieu qu'il nous guide à l'approche de cette période.

« En Côte d'Ivoire, c'est une démocratie sans éthique qui se construit »¹

L'historien et philosophe camerounais Achille Mbembe livre son point de vue sur la crise ivoirienne.

Achille Mbembe et Sabine Cessou

Achille Mbembe, historien et philosophe camerounais, a des analyses qui dénotent sur la Côte d'Ivoire. Il avait écrit avec son compatriote Célestin Monga, intellectuel et économiste travaillant pour la Banque mondiale, une tribune remarquée sur la « *démocratie au bazooka* » qui s'annonçait en Côte d'Ivoire.

Aujourd'hui, il dénonce toujours l'imbrication du militaire dans le politique au pays d'Alassane Ouattara. Très critique sur la célébration du cinquantenaire des indépendances, cet intellectuel souvent sollicité par les médias français ne prend pas de pincettes. Pour lui, « *tout est à reprendre, à repenser* » en matière de démocratie en Afrique.

Dans son dernier essai sur l'Afrique décolonisée, *Sortir de la grande nuit*, (La Découverte, 2010), Achille Mbembe raconte avoir été marqué dans son enfance par la mort sous toutes ses formes: rites liés aux funérailles, mort singulière d'un parent, Pierre Yém Mback, nationaliste exécuté par l'armée française en 1958, en même temps que Rubem Um Nyobè, et à qui le Cameroun indépendant d'Amadou Ahidjo a refusé une sépulture.

Le jeune Mbembe arrive à Paris en 1982, une maîtrise d'histoire en poche, pour décrocher des diplômes de troisième cycle à la Sorbonne et découvrir la France. « *Un vieux pays orgueilleux avec sa face nocturne* », écrit-il, celle des préjugés de race tenaces malgré les prétentions universalistes de la patrie des droits de l'homme. A New York, à partir de 1986,

¹ Source: www.slateafrique.com/2767/achille-mbembe-cote-d-ivoire-democratie-sans-ethique

le *melting pot* et l'effervescence de l'Amérique noire lui paraissent autrement plus stimulants. Il vit depuis 2001 à Johannesburg, en Afrique du Sud, où il explore « *les soubassements d'une modernité afropolitaine* », tout en enseignant à l'Université du Witwatersrand.

L'« afropolitanisme », concept de son invention, n'est ni le panafricanisme des pères des indépendances, ni la négritude chère à Senghor et Césaire. Cette citoyenneté créole, telle que l'auteur en fait quotidiennement l'expérience en Afrique du Sud, « *est une manière d'être au monde qui refuse, par principe, toute forme d'identité victimaire* ».

L'auteur propose de se libérer de la définition coloniale de l'autre, marquée par le racisme, mais aussi de se défaire des idéaux du passé, parmi lesquels la « *solidarité nègre* » issue du panafricanisme. Son objectif: adopter une autre « *position culturelle et politique sur la nation, la race et la différence en général* ».

Achille Mbembe travaille sur un concept ouvert, en construction, susceptible de servir aussi bien à une France qui « *ne s'est pas décolonisée* », à son avis, qu'à une Afrique contemporaine. Résolument optimiste, le philosophe renvoie dos à dos deux discours qu'il contribue à rendre totalement désuets: celui des afropessimistes, persuadés de l'incapacité intrinsèque de l'Afrique à progresser, et celui d'un certain radicalisme africain, qui impute à l'Occident tous les maux africains.

* * *

SlateAfrique – *Tenez-vous Laurent Gbagbo pour un grand nationaliste africain ?*

Achille Mbembe – Non, il a bradé une grosse partie des ressources ivoiriennes auprès des conglomérats français que l'on connaît. Laurent Gbagbo aurait pu faire comme Mathieu Kérékou au *Bénin* : accepter sa défaite électorale, partir, devenir un ermite, s'installer dans le nord de la Côte d'Ivoire et ne plus rien dire, pour mieux préparer un éventuel retour.

Pour son crédit, Laurent Gbagbo n'a-t-il pas mené avec son parti, le Front populaire ivoirien (FPI), le combat pour la démocratie ?

Il faut voir la façon dont tout cela s'est terminé! Le chaos! La question de fond, pour moi, n'est pas là. La démocratie en Afrique ne peut pas résulter d'interventions externes. Rien dans l'histoire de l'Afrique, pas un seul exemple ne montre qu'une initiative de ce type a créé ne serait-ce que les conditions de la démocratie. Il incombe aux Africains d'instaurer chez eux un régime démocratique. Ils ne pourront pas se défausser de cette responsabilité sur d'autres.

Il faut démilitariser le politique, dissocier l'art de faire de la politique de l'art de faire la guerre. Tant que les élections sont un art de faire la guerre autrement, on n'y arrivera pas. Nous n'avons pas suffisamment réfléchi à la question de la violence chez nous. Le recours à la violence peut être inévitable dans certaines conditions, mais il est toujours la marque d'un déficit d'imagination. Les oppositions veulent arriver au pouvoir coûte que coûte, par un coup d'Etat ou des interventions militaires étrangères. Pour le moment, si vraiment on veut aller de l'avant, il faut diminuer les niveaux de violence sur le continent.

La Guinée n'est-elle pas sortie meurtrie des dernières élections, avec un fossé qui s'est creusé entre deux grandes communautés, les Peuls et les Malinkés ?

Les élections sont devenues chez nous l'instrument de la division. Cela exige des réflexions de fond que personne ne veut entendre ni entreprendre, parce que tout le monde est focalisé sur l'instant et la conquête du pouvoir. Beaucoup pensent que la crise est réglée en Guinée, alors qu'il n'en est rien.

Il faut arrêter de poser les problèmes africains en termes d'urgence, d'intervention militaire et humanitaire. Il n'y a pas de débat entre les libéraux africains et les nationalistes, les anti-impérialistes. Le vrai débat, en Afrique, se passe entre des gens qui pensent qu'il est de notre responsabilité de travailler sur le long terme pour instaurer les conditions d'une démocratie africaine, et ceux qui ne veulent pas en entendre parler.

Existe-t-il à votre avis un fossé entre les bonnes volontés à l'œuvre dans la société civile, et un désamour de la politique chez les jeunes générations ?

Il s'agit d'une énorme déperdition d'énergie et de savoir! Beaucoup se détournent de la politique, y compris dans des pays comme l'Afrique du Sud qui sont pourtant complexes et qui reposent sur des bases positives. Il nous faut réarticuler des propositions pertinentes et complexes qui puissent ramener les gens à la chose politique. Le type de proposition formulée par le pouvoir et l'opposition revient à cet axiome : « Ôte-toi de là que je m'y mette! ». Et ce dans le droit fil de la politique de prédation qui nous a enfoncés dans le fossé où nous nous trouvons.

N'existe-t-il aucune exception ?

Il y a des modulations, bien entendu, mais dans le fond, ce sont des démocraties sans choix. L'incapacité des formations politiques africaines à faire des propositions est en cause, mais aussi le moment néolibéral que nous vivons. Il en va de même en Europe, en Amérique Latine et ailleurs: nous traversons une ère de la démocratie sans choix. La question de la réinvention de la démocratie est bien mondiale. Il faut y répondre en fonction de notre histoire et de notre position sur l'échiquier mondial. Sans cet énorme investissement intellectuel, nous allons tourner en rond.

Faut-il remonter aux sociétés démocratiques d'avant la colonisation, en revisitant la charte du Mandé notamment ?

Il faut chercher partout, ouvrir un vaste imaginaire puisant dans notre histoire et d'autres histoires ; en Inde, en Chine et ailleurs. Imaginons les élections d'une autre manière et mettons un terme à la politique du gagnant qui ramasse tout! Imaginons des formes hybrides de représentation qui tiennent compte des différents statuts sociaux tels qu'ils existent dans les mentalités locales. Cet effort d'immersion anthropologique, personne ne prend le temps de le faire, parce que tout le monde veut parvenir au pouvoir. Arrive au pouvoir celui qui est simplement capable de mobiliser le plus de force.

Que représente la crise ivoirienne dans ce contexte ?

C'est l'illustration caricaturale d'un dilemme africain, d'une combinaison d'élections et de mouvements armés. Certains Africains prétendent que des militaires nigériens ou burkinabè peuvent instaurer la démocratie à Abidjan. C'est étonnant! Le tropisme consiste à arriver coûte que coûte au pouvoir. Personne ne se pose la question de l'adéquation des fins et des moyens. En Côte d'Ivoire, c'est une démocratie sans éthique qui se construit.

Qu'aurait-il fallu faire en Côte d'Ivoire ?

Je n'en sais rien... Il faut surtout réfléchir pour que le scénario ivoirien ne se répète pas ailleurs, au Cameroun, au Sénégal, en République démocratique du Congo (RDC)... Les élections sont devenues le vecteur le plus direct de la conflagration des sociétés africaines. Elles ne remplissent plus du tout la fonction de légitimation qu'elles sont censées remplir dans tout ordre démocratique. Au contraire, elles sont des facteurs de division. Comment en sortir ?

Redoutez-vous une crise majeure en RDC avec les élections prévues pour novembre 2011 ?

Bien entendu! J'ai pris un peu de temps pour étudier les élections en Afrique depuis 1990. C'est incroyable ! Celles qui se terminent par la destruction des biens et des vies humaines sont bien plus nombreuses que les alternances ou les transitions pacifiques du pouvoir. On ne peut pas faire comme si ce n'était pas le cas. Or, on continue d'organiser des scrutins, on dépense beaucoup d'argent comme en Côte d'Ivoire...

Concluez-vous à un échec total de la démocratisation amorcée au début des années 1990 avec la fin de la guerre froide ?

Non, pas nécessairement, mais il faut reconnaître que c'est bancal et réfléchir sur la question de la représentation. Beaucoup pensent qu'en Afrique, on n'a pas besoin de réfléchir. On est dans l'urgence. Il faut arrêter la logique de l'urgence et investir dans la réflexion sur la longue

durée. Nous sommes face à des sociétés fragiles, complexes et anciennes, qui puisent dans un temps extrêmement long et qui participent de plusieurs mondes en même temps. Chaque fois, on simplifie, au lieu de travailler sur la base de la complexité.

La responsabilité de la crise en Côte d'Ivoire incombe-t-elle à Félix Houphouët-Boigny, qui n'a pas bien réglé sa succession ?

La question de la succession représente le talon d'Achille des empires et des royaumes précoloniaux africains. Ces Etats ont implosé et se sont souvent dissouts autour des questions de succession. Ce problème est très ancien. La colonisation n'a fait que le rendre plus complexe, et les indépendances davantage encore.

Dans cet âge d'économisme où l'on veut tout compter, qui veut entendre parler de culture du pouvoir ? Nous sommes bloqués par des processus mentaux qui créent des tragédies. L'Afrique représente un milliard de jeunes, auxquels les seuls marchés qui s'ouvrent sont les marchés militaires, ou les marchés de la migration. On me dira que je suis utopiste et j'ai parfois la sensation de prêcher dans le désert. Mais il faudra bien créer d'autres modalités de redistribution des richesses, qui ne passent pas par la prédation!

Propos recueillis par Sabine Cessou

Élections au Cameroun : les Jeunes à l'écart

par Flaubert Djateng, coordinateur du Zenü Network
et membre du noyau d'accompagnement SCP/EED

Bientôt il y aura des élections au Cameroun. L'élection présidentielle est prévue pour octobre 2011 et les municipales pour l'année 2012. Il s'agira pour le premier cas de choisir un président qui mettra en place son gouvernement pour : gérer l'avenir du pays. De préférence quelqu'un qui mettra en œuvre un programme destiné non seulement à améliorer les conditions de vie des 20 millions de Camerounais, mais aussi de représenter et de défendre les intérêts du Cameroun dans ce monde globalisé. Un contexte global miné par les crises, mais aussi où les intérêts stratégiques de groupes de pressions nationaux et internationaux prennent le dessus sur les considérations humaines et éthiques. Avec les municipales, il s'agit de désigner les responsables des communes, chargés d'assumer le pouvoir dans un contexte de décentralisation. Les nouvelles lois mettent le magistrat municipal au centre du développement dans son espace communal. De nouvelles fonctions accompagnées de défis lui sont attribuées.¹ Ces échéances sont importantes parce qu'il s'agit pour les citoyens de choisir des personnes qui auront une grande influence sur leur vie quotidienne.

Le contexte

Un regard synoptique sur le contexte de ces élections laisse transparaître les traits suivants :

¹ voir Journal de la Décentralisation 2, mars 2011, Zenu Network, Bafoussam, Cameroun

La décentralisation : la Constitution de 1996 transfère aux collectivités territoriales des compétences et des pouvoirs étendus. L'arsenal réglementaire pour traduire dans les faits ce principe constitutionnel a été progressivement mis en place, ce qui donne aux futur(e)s élu(e)s locaux davantage de pouvoir et de ressources ; les communes sont appelées à jouer un rôle plus important dans la vie des citoyens.

Les lois de 2004, notamment la loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes, opèrent un transfert sans précédent d'un ensemble de compétences de l'Etat au profit des collectivités territoriales décentralisées. En 2010 et 2011, le champ d'action communal intègre désormais les activités de 13 départements ministériels avec une enveloppe de près de 23 milliards de Fcfa. En somme, les collectivités territoriales décentralisées deviennent le centre névralgique du développement local et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Les chiffres du recensement des populations publiés en avril 2010 mentionnent une population camerounaise jeune, avec plus de 50% ayant moins de 18 ans. Nous sommes à la veille des échéances électorales importantes. Comment se comporte la tranche d'âge la plus importante du pays ? Certains constats éclairent le manque d'enthousiasme et d'implication constructive des jeunes dans la vie politique.

Les constats

Une pauvreté lancinante

Passée l'euphorie de l'atteinte par le Cameroun du « point d'achèvement » de l'initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTE), les citoyens sont revenus aux mêmes rigueurs de la vie quotidienne et aux mêmes peines pour répondre à leurs besoins élémentaires. « *Les temps sont durs* »,

voilà le credo quotidien de beaucoup de Camerounais. Donc rien de nouveau sous le soleil, la même absence de réponses aux demandes sociales en matière de services de base, eau et électricité ; la même absence de lisibilité de l'avenir en termes d'emploi, de santé ou d'éducation. Les jeunes sont les plus marqués par ces manquements.

Une désaffection et une désillusion des citoyens

Les citoyens se préoccupent de moins en moins des questions d'intérêt général. Ils s'intéressent peu à la gestion ou au mandat confiés à leurs représentants en général, et aux maires et conseillers municipaux en particulier. Au fil des ans, il s'est développé une apathie et une indifférence des citoyens face aux questions touchant pourtant leur quotidien. La résignation et le scepticisme sur l'importance du vote ou du changement démocratique sont observables à tous les niveaux : « *les élections ne servent à rien* » ; « *ce sont les mêmes voleurs et ils ne peuvent rien changer* », entend-on. Peut-être faut-il mettre cela au passif des premiers bénéficiaires du transfert de souveraineté des élections qui ont marqué le retour du Cameroun à la démocratie. Pour la plupart peu préparés, ignorants ou incompetents, ils ont créé la déception et la désillusion par leur gestion qui n'a pas réussi à améliorer la qualité de vie des populations.

Une absence d'éducation à la citoyenneté et une quasi inexistence des partis d'opposition

Les partis politiques brillent par leur incompétence dans la transmission d'une vision mobilisatrice aux citoyens. On observe une animation que certains qualifient de gesticulation à la veille des échéances électorales. Très peu d'actions permettant aux Camerounais de comprendre les enjeux du pouvoir politique. Aucun travail pour accroître le militantisme, bien que les actions des dirigeants tendent à freiner tout mouvement allant dans le sens de la revendication des droits

sociaux. Chaque action menée dans ce sens est tout de suite mise dans le cadre des troubles à l'ordre public. De nos jours au Cameroun, demander de s'inscrire sur les listes électorales ne relève plus de l'éducation citoyenne, mais est assimilé à une campagne pour le parti au pouvoir. Les partis d'opposition sont absents dans le champ politique du débat, de l'analyse, on les trouve dans les luttes de positionnement pour rentrer dans la « majorité présidentielle ».

Combats fratricides entre postulants du même parti

Le comportement de certains candidats amène à se poser la question de savoir ce qui les a motivés à entrer en politique. Au sein du parti au pouvoir dominant toute la scène politique, on constate à différents niveaux la formation des clans rivaux qui ne se font pas de cadeaux. C'est au sein de ce parti qu'il y a les luttes les plus fortes. Le comité central est très souvent sollicité pour « séparer » les belligérants qui n'hésitent pas à en venir aux mains. En fait, c'est au sein du parti au pouvoir que l'on trouve de « l'opposition » mais pas du tout constructive.

Absence de débat, incertitude sur les candidats et les dates

Trois mois avant l'élection présidentielle, aucun Camerounais ne peut dire avec exactitude la date de l'élection. Il n'y a pas de débats autour des programmes, on ne sait même pas qui sera candidat. Il y a comme une chape de plomb autour de la question. Les réunions des partis d'opposition sont régulièrement perturbées par les forces de l'ordre. Toutes les rencontres sont soumises au régime de « déclaration », un terme administratif destiné à contrôler les rencontres et à les interdire au besoin. Le printemps arabe a sans doute aussi son effet, sinon comment expliquer que le pouvoir soit aussi frileux quand une rencontre est convoquée. Les projections de films font peur, des séances publiques voir privées, sont interdites.

Malgré – ou peut-être justement à cause de – ces constats, nous persistons à croire que la jeunesse doit être concernée et impliquée dans les processus électoraux.

L'importance du vote et du corps électoral

En démocratie, le vote est le mode de désignation des dirigeants/représentants et le moyen de légitimation du pouvoirs de ceux-ci. Par son vote, le citoyen transfère son pouvoir à un représentant pendant une durée, un mandat. C'est pourquoi le corps électoral est le véritable détenteur de la souveraineté. Le vote est le mode par excellence de la participation politique, l'indicateur de l'appartenance à une communauté politique. Enfin, le vote devrait être un moyen de pacification des rapports sociaux. Pour qu'il en soit ainsi il y a cependant des conditions minimales que tous les acteurs du processus doivent accepter et maîtriser et sur lesquelles ils doivent s'accorder. Privé de ce droit fondamental, le peuple ne peut s'exprimer que par la violence. Sans un minimum de transparence et de consensus sur les règles du jeu, le vote n'a aucun sens. En marginalisant la jeunesse, on lance des processus qui laissent sur la touche la majorité de la population. Les divergences et les crispations autour de ELECAM, l'organe en charge des élections, ne facilitent pas les choses. Les informations contradictoires sur son rôle et sa « neutralité » renforcent la méfiance des jeunes, or si les dirigeants réussissaient à établir un consensus sur la neutralité et la probité de ELECAM, ce serait un pari gagné pour un avenir serein.

Un tournant dans l'histoire du Cameroun

Les prochaines élections marquent un tournant dans l'histoire politique du Cameroun. En effet, le contexte international a montré que tout peut basculer en un temps record. Les futur(e)s candidat(e)s doivent tout faire pour mériter la confiance des citoyens. Il est urgent que les prochaines élections marquent le retour des citoyens dans l'arène politique.

Inscrits ou non sur les listes électorales, électeurs ou non, ils devront s'engager à interpellier les candidats, à suivre leurs actions, à leur demander des comptes, bref à acquérir une culture de participation et de responsabilité dans la vie politique.

Comment recréer la confiance et susciter la participation citoyenne ?

La base de l'aliénation politique de beaucoup de citoyens et surtout des jeunes semble être l'abîme entre les réalités qu'ils vivent et les discours et actions politiques. Or sans ces jeunes qui aujourd'hui fuient le pays en masse, l'avenir du Cameroun risque d'être sombre. Quelle place nous, les adultes et les vieux, leur réservons-nous dans notre société ? Quelles valeurs leur montrons-nous par l'exemple de nos actions et décisions ?

La classe politique a une responsabilité toute particulière dans cette affaire.

Les candidats doivent s'engager à déclencher un dialogue franc et honnête avec les citoyens et surtout les jeunes. Sauf à vouloir confirmer le préjugé défavorable que beaucoup nourrissent déjà à leur égard, ils/elles doivent se départir de leur carapace qui les éloigne des citoyens et les rend comme sourds/aveugles face aux préoccupations réelles des jeunes. Ce qui contribuera à discréditer l'action politique. Les futur(e)s élu(e)s devront nouer un nouveau pacte avec les citoyens, tous les citoyens, surtout les jeunes et pas seulement leurs électeurs ou leurs camarades de parti. Seul un tel pacte peut véritablement créer la confiance et la solidarité autour de valeurs communes.

Or en ce moment, il n'y a que des liens « pervers » entre les jeunes et les hommes politiques ; tout au plus les jeunes sont recrutés pour faire foule comme des fan-clubs.

Si nous ne voulons pas aboutir à une résignation encore plus grande et à des violences nées du désespoir, il est urgent de recréer un mou-

vement qui rend légitimes les dispositifs et renforce la confiance des citoyens, particulièrement des jeunes.²

La vie politique dans notre pays doit être aérée et régénérée pour que nous aboutissions à une culture citoyenne vivante et fructueuse.

Regardons les choses en face et dégageons les obstacles qui empêchent l'engagement citoyen des uns et des autres. Quelles leçons pouvons-nous tirer des événements de par le monde, de la Tunisie jusqu'au Royaume Uni ? Ces événements montrent que dans un monde qui est devenu un village du point de vue de la communication, nous ne sommes pas seuls à avoir perdu la partie la plus porteuse d'avenir de notre société : les jeunes.

La participation citoyenne et la démocratie ne commencent ni ne se terminent avec les élections. Elles ne sont qu'un élément certes essentiel pour le processus démocratique. Ne nous limitons pas à l'accompagnement ou à l'observation des élections. Faisons des efforts pour puiser dans nos cultures de gouvernance traditionnelles et informelles. Facilitons le développement du potentiel créatif et constructif des jeunes. Participons à l'émergence d'une culture citoyenne camerounaise portée par toutes les générations. Il y va de l'avenir de nos enfants et de notre pays.

² A cette fin Zenu Network organise – avec l'appui de eed – depuis trois ans un programme « Jeunesse, Culture et Citoyenneté », voir www.zenu.org



*Des
Citoyens
devant le
bureau
d'Elecam
Bafoussam 1
attendent
d'être reçus*

La Région des Grands Lacs : les enjeux électoraux

par Christian Kuijstermans, Coordinateur du Programme Service Civil pour la Paix dans la Région des Grands Lacs de l'AGEH

2011. Nous nous retrouvons à nouveau dans une période postélectorale (Burundi, Rwanda), ainsi que préélectorale (RD Congo). Les élections devraient jouer un rôle clé dans l'édification de la paix : la construction d'un pays géré par la voix du peuple devrait en principe rendre possible la mise en place d'un Etat de droit et d'une gestion transparente des ressources et richesses du pays. Quel bilan pouvons-nous tirer des élections et des campagnes électorales vécues dans la région ?

Les enjeux...

La campagne des différents partis politiques qui ont participé aux élections au Burundi était bien claire : « Votez pour nous, afin que nous puissions vous servir en développant la paix, en construisant des routes, des hôpitaux et des écoles, en soutenant le développement économique du pays, en assurant la fin de la corruption et de la mauvaise gestion du bien commun. » A ne pas oublier que nulle part les différents candidats ont vu la nécessité de penser à comment mettre en pratique ces promesses (rappelez-vous des « 111 engagements » en guise de programme politique du parti CNDD de Léonard Nyangoma lors de leur campagne électorale¹).

Bien qu'en RD Congo où, en attendant l'élection présidentielle le 28 novembre 2011, le président Kabila a récemment déclaré : « Si vous

¹ « 111 ENGAGEMENTS Fondamentaux du Parti CNDD et de son président Leonard Nyangoma pour la PAIX, et le Développement du Burundi Moderne », CNDD, Bujumbura, Avril 2010.

ne croyez pas à moi, croyez au moins à mes œuvres ! ». Pas mal de gens se sont demandés de quelles œuvres il parlait. De la construction de quelques routes grâce aux Chinois (et à quel prix ?) ? De la continuation de la violence, des viols et des pillages des ressources naturelles dans un tiers du pays déclaré en situation de « post-conflit », et ceci malgré les opérations militaires qui ont affaibli les FDLR et favorisé une croissance de la violence contre la population de la part de tous les groupes armés (dont l'armée congolaise) ?

De même au Rwanda, qui a connu un développement formidable 16 ans après le génocide, mais où le FPR se voit comme le seul parti capable de servir l'intérêt commun, de protéger le pays contre les violences des milices FDLR (dont les victimes sont depuis des années à 100 % congolaises) et d'éviter le retour au chaos et aux conflits ethniques et génocidaires.

...et leurs finalités

L'année électorale 2010 au Burundi. Un paysage politique penchant vers la contestation des élections était visible avant les élections. Effectivement, la période préélectorale était marquée par la violence, les intimidations, les affrontements entre les jeunes membres des partis politiques et du non-respect des règles du jeu². Neela Goshal, chercheuse de l'ONG Human Rights Watch a même été expulsée après avoir publié un rapport sur cela³. Le 24 mai 2010, l'élection communale se déroule dans le calme et dans la transparence. Échec ! Les partis d'opposition ne reconnaissent pas la victoire du CNDD-FDD parce qu'ils soupçonnent des tricheries, et se retirent presque tous de la suite du processus électoral.

² Voir « Rapport de monitoring sur la situation des droits civils et politiques pendant la période préélectorale au Burundi (novembre-décembre 2009 et janvier-février 2010). » CEJP, Bujumbura, février 2010 et avril 2010 et « We'll Tie You Up and Shoot You. Lack of Accountability for Political Violence in Burundi », HRW, Mai 2010

³ « We'll Tie You Up and Shoot You. Lack of Accountability for Political Violence in Burundi », HRW, Mai 2010

Nkururunziza reste l'unique candidat pour la présidence et pour les élections parlementaires – à part le CNDD-FDD – il n'y a que deux autres partis (l'Uprona et le FRODEBU Nyakuri)⁴ prêts à participer. Par conséquent, Nkururunziza regagne la Présidence et de son parti de CNDD-FDD prend la majorité absolue dans le Parlement et le Sénat. L'opposition se déclare « extra-parlementaire » et se met ensemble dans l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri). Le bilan neuf mois après les élections est inquiétant. Il n'y a pas de sérieux rapprochement entre les adversaires politiques. Malgré plusieurs initiatives pour un dialogue, les leaders de trois partis politiques d'opposition de l'ADC-Ikibiri (Agathon Rwasa du FNL, Alexis Sinduhiye du MSD et Léonard Nyangoma du CNDD) se trouvent à l'extérieur du pays. Au contraire, la violence s'accroît depuis les élections et des partisans du parti au pouvoir ainsi que ceux de l'opposition sont tués⁵. On parle même d'une nouvelle rébellion naissante. D'un autre côté, le gouvernement est devenu plus frileux par rapport aux critiques de la société civile et semble pencher vers le monopartisme⁶. La promulgation d'une nouvelle loi qui demande à tous les partis politiques de s'enregistrer à nouveau, semble avoir comme objectif caché de bloquer le retour des partis d'opposition⁷. La politique de la « tolé-

⁴ Le FRODEBU Nyakuri (le « véritable » FRODEBU) est une dissidence du parti qui a gagné les élections en 1993 sous la présidence de Melchior Ndadayie.

⁵ Voir par exemple « Mouvement constant d'hommes en armes à travers tout le pays », ARIB news, 07 juin 2011 et « Burundi : au moins cinq morts dans trois attaques distinctes », AFP, 22 juin 2011 et « Burundi : 4 civils tués dans une attaque en périphérie de Bujumbura », AFP, 29 mai 2011.

⁶ Voir « Burundi : du boycott électoral à l'impasse politique. Rapport Afrique N° 169 », ICG, 7 février 2011

⁷ Particulièrement les parties politiques de l'opposition avec leurs représentants à l'extérieur sont ceux qui auront les plus grands problèmes pour adhérer à cette demande. La loi demande entre autre aux leaders de ces partis politiques de s'établir au Burundi, ce qu'ils a peur de faire au moment. En plus cette loi demande à tous les parties d'avoir un minimum de 100 membres « fondateurs » par province, 1 600 membres fondateurs en total. Ce qui devient un problème pour certaines parties politiques qui ont une base plutôt régionale. Même juste la demande au parties politiques en existantes depuis des années (l'UPRONA même 50 an) de s'enregistrer encore à nouveau en « ajoutant » des membres fondateurs reste curieux.

rance zéro » contre la corruption, qui avait été introduite avec beaucoup de bruit, est malheureusement restée sans résultats visible jusqu'à maintenant. Certaines arrestations liées à la corruption ont eu lieu en septembre et octobre 2010, mais depuis plus de nouvelles de ces cas. Au contraire, il y a des nouvelles accusations de corruption par rapport à des personnes au pouvoir⁸. On a du mal à trouver d'autres points où le parti au pouvoir aurait réalisé ses promesses électorales.

Quant à l'élection présidentielle au Rwanda, le gouvernement s'est servi d'une loi contre le « divisionnisme » pour bloquer la participation des partis politiques d'opposition aux élections, et de même pour supprimer toute critique de la part de la société civile ou des médias⁹. Après une campagne électorale, avec un seul candidat sérieux, Kagame a été réélu Président en août 2010. Dix mois après, le paysage politique reste fermé dans ce pays où un seul parti politique a tous les pouvoirs. Il n'y a aucun signe d'ouverture d'un espace politique ou d'un espace d'expression pour des opinions divergentes. La société civile est devenue muette. Les médias trop critiques sont fermés et les journalistes sont menacés et même incarcérés. Chaque opinion déviante est automatiquement qualifiée comme « génocidaire » ou « divisionniste ». L'autocensure devient une stratégie de survie.

Pendant ce temps la RDC prépare les élections. Le scrutin présidentiel est prévu pour le 28 novembre 2011. Les premiers problèmes se font déjà remarquer. Après avoir adopté un calendrier électoral déjà incons-

⁸ Voir « Tolérance zéro contre la corruption : slogan ou volonté politique ? » dans le Journal IWACU de 17 décembre 2010 ou 14 ONGs accusent des hautes personnalités de corruption, ou « Les cahiers de la honte » dans l'IWACU du 11 mars 2011 sur le détournement des fonds autour des cahiers pour les écoles burundaises en venant de l'Uganda.

⁹ Voir « Safer to Stay silent. The chilling effect of Rwanda's Laws on < genocide ideology > and < sectarianism > », Amnesty International. Les lois sur le « divisionnisme » et celle sur « l'idéologie génocidaire » sont ambiguës et vagues. Amnesty International conclut que ces lois sont (entre autres) utilisées pour supprimer toute opposition politique. C'est – par exemple – le cas de la présidente du Partie UDF-Inkingi, Victoire Ingabire, qui a été arrêtée sur base de ces lois avant les élections, et elle se trouve même aujourd'hui en prison sans procès. Deux autres partis – Parti Social Imberakuri et Pacte de Défense du Peuple ne pouvaient pas non plus se faire enregistrer comme partis politiques au Rwanda avant les élections également sur base des deux lois.

titutionnel (l'investiture du nouveau président est prévue 2 semaines après la fin du mandat du président actuel Kabila), la CENI a déjà dépassé la date butoire – fin mai 2011 – pour la présentation de la nouvelle loi électorale. A ceci s'ajoute le fait que la préparation des élections côté logistique et financier n'est pas du tout claire, les élections risquent de ne pas avoir lieu fin 2011. Nous pouvons ici aussi poser la question si les différents partis qui déposent leur candidature le font dans l'intérêt du peuple congolais. En janvier 2011 un changement de la constitution a été imposé afin que l'élection présidentielle soit réduite à un seul tour. Bien sûr ce changement rend les élections moins coûteuses, mais il semble plutôt avoir comme objectif d'assurer la victoire du président actuel¹⁰. Apparemment on a oublié que le meilleur candidat pour faire avancer le pays doit être choisi par la population.

En même temps, les autres candidats pour le siège au sommet semblent n'être préoccupés que par l'avancement de leurs propres intérêts. Selon eux le gouvernement en place ne répond pas aux besoins de la population, mais ils n'arrivent pas à se mettre ensemble pour avancer un seul candidat et un seul programme afin de renverser le pouvoir en place. Il faut également savoir que la RD Congo va aux élections sans avoir réalisé les élections locales attendues depuis 2007. Ces élections qui pourraient être un moteur pour la gouvernance et le développement local, n'étaient-elles pas vraiment souhaitées ? Peut-être a-t-on peur que les élus locaux soient plus difficiles à gérer (ou contrôler) par un pouvoir central basé à Kinshasa ?

¹⁰ Lors des élections de 2006 le Président Kabila n'a pas gagné en un tour. Mais il peut se croire le candidat le plus populaire, même si c'est avec juste 30 % du vote. Ça signifie que Kabila pourrait passer déjà avec une élection d'un tour. Mais en 2006 nous avons également vu qu'avant un deuxième tour il y a des coalitions qui sont formées. En 2006 Kabila a gagné. En 2011 il peut être moins populaire, et même s'il reste le plus populaire entre beaucoup des candidats, c'est pas du tout sûr qu'il gagne si l'opposition se met ensemble pour soutenir un candidat contre Kabila. Pour l'opposition l'inverse est vrai. Chaque parti d'opposition a un intérêt de proposer son propre candidat au premier tour avant que les discussions sur les coalitions se font pour un deuxième tour. Voir aussi « Country Report. Democratic Republic of Congo », EIU, mars 2011.

La population hors jeu

Quelque part la stratégie des élections comme moyen d'édification de la paix ne semble pas avoir comme résultat l'amélioration de la situation générale de la population dans la sous-région. La population n'est même pas réellement impliquée dans l'organisation des élections, mais semble plutôt être un instrument pour faire avancer les intérêts de l'un ou de l'autre. Comment choisir des dirigeants au sommet quand la réconciliation au niveau local n'est pas encore réalisée et quand les conflits au niveau local continuent d'opposer les adversaires ; quand la sécurité de la population n'est pas garantie ; quand l'accès aux besoins fondamentaux (nourriture, emploi, soins de santé, scolarisation, terre) n'est pas garanti pour une grande partie de la population ; quand, comme en RD Congo, le pouvoir central continue de refuser à la population le droit de choisir ses représentants au niveau local ? Nous risquons – si ce n'est pas déjà une réalité – que la population ne voit plus pourquoi elle devrait participer aux élections, si ce n'est pour faire avancer les intérêts partisans (ethnique, tribal, régional, autres) de leurs candidats.

Une approche de la base jusqu'au sommet ?

L'approche a-t-elle peut-être trop visé la mise en place d'un gouvernement démocratiquement élu sans avoir assuré la participation de la population ? La stratégie est-elle trop macro ? Pour réussir, il faudrait que la population soit émancipée, non seulement pour choisir ses représentants, mais aussi pour éduquer les représentants sur leurs besoins prioritaires. Une population qui est capable d'éduquer ceux qui sont élus et ceux qui ont l'ambition de prendre le pouvoir. C'est la raison pour laquelle il faudra mettre l'accent plus au niveau local et au niveau de l'interconnexion entre la gouvernance locale et nationale. Kinshasa, Kigali et Bujumbura ne sont pas la RD Congo, le Rwanda et le Burundi. Les dirigeants ainsi que les différents représentants de la communauté internationale et certaines ONG internationales risquent de confondre

les deux, et ça dans une région où la majorité de la population reste paysanne.

Des initiatives de la société civile afin de redresser la situation au niveau local, sont existantes. Des actions comme l'établissement d'une gouvernance locale qui suit de près la situation des droits humains au niveau local devra être renforcée et plus connue. En même temps ces expériences pourront servir à guider le processus de démocratisation. C'est un appel à intégrer les élections dans une stratégie plus longue, moins ponctuelle et fondée sur les besoins et les priorités exprimés par la population. Il nous faut des élections pas seulement basées sur des ambitions de prise de pouvoir. Commençons à prendre plus au sérieux la voix du peuple.

Juin 2011

Mahmoud Mamdani sur les élections en Ouganda

28 avril 2011, par Sean Jacobs

(paru en anglais sur

africasacountry.com/2011/04/28/mamdani-on-uganda/)

L'intellectuel ougandais Mahmoud Mamdani est de retour en Ouganda. Depuis l'année dernière il dirige l'Institut de Recherche en Sciences Sociales de l'Université de Makerere (MISR) à Kampala au sein duquel il s'est prononcé en faveur d'une « culture du conseil » dans les universités ougandaises et africaines. Mamdani, qui fut à une époque proche du président à vie Yoweri Museveni (au pouvoir depuis 1986) vient de publier un essai sur le fossé qui se creuse entre le gouvernement ougandais et les manifestants de l'opposition pour la « Marche pour le Changement ».

En Ouganda, aujourd'hui, la tendance est à diviser la population en jouant sur l'appartenance ethnique. Le mot d'ordre est devenu : une tribu, un district. Au sein de chaque district, une sorte de tribalisme administratif sépare les Bafuruki de ceux considérés comme indigènes. En tant que mode de gouvernance, le tribalisme établit une discrimination officielle à l'encontre de certains citoyens et en favorise d'autres.

De nouvelles idées génèrent de nouvelles pratiques. Selon les périodes, l'idée la plus révolutionnaire peut donner lieu à des pratiques dénuées de sens. Voyons comment nous sommes parvenus à réduire la pratique de la démocratie à des rituels automatiques.

Ce qui est remarquable dans cette « Marche pour le Changement » c'est qu'elle fait suite à une élection au niveau national

dont les résultats étaient loin d'être décisifs. Quelle qu'en soit l'issue, la « Marche pour le Changement » doit nous faire revoir la pratique de la démocratie en Ouganda.

Pour commencer, on peut être frappé par le cynisme des dirigeants et des administrés. La population considère de plus en plus les élections non pas comme une opportunité de faire des choix significatifs mais comme une occasion d'obtenir des bénéfices des politiciens qu'on ne verra sans doute plus jusqu'aux prochaines élections !

De même, de plus en plus de membres de la classe politique voient les élections comme un exercice dont le résultat est décidé non par les électeurs mais par ceux qui supervisent le décompte des voix. Que cela nous apprend-il sur la démocratie actuelle quand une élection où les dirigeants peuvent obtenir le soutien de la majorité de la population – plus de 90 % en Egypte et plus des 2/3 en Ouganda – ne reflète cependant pas le degré de mécontentement de l'électorat ?

Prenons en considération un élément important : malgré le développement des universités et des think tanks à travers le monde, les chercheurs et consultants n'ont pas prévu la plupart des événements majeurs de notre époque.

Pourquoi ? Ce fut aussi le cas du soulèvement de Soweto en 1976, de la chute de l'Union Soviétique, comme de la révolution Egyptienne il y a quelques mois.

Ainsi serions-nous capables de prévoir des catastrophes naturelles – tremblement de terre ou même tsunami – mais pas les bouleversements politiques ? Il semble que la règle soit la suivante : plus le désir de changement est profond, moins il est prévisible.

Je pense qu'il y a une bonne raison à cela : les grands bouleversements sociaux et politiques requièrent de l'imagination. Ils

demandent des mutations, de briser les habitudes. C'est pourquoi les sciences sociales – basées sur l'étude des comportements habituels, institutionnels et répétitifs – ne peuvent prévoir les grands chamboulements.

C'est là le défi auquel doit faire face la classe politique ougandaise.

Peu importe le nombre de ceux qui prennent part à la « Marche pour le Changement », ils sont indéniablement intellectuellement brillants. Leur succès tient à la simplicité de leur action, à leur habileté à donner à un geste des plus simples – la marche – une signification politique majeure : la capacité de dire non.

Ironiquement, beaucoup dans l'opposition, et peut-être autant au gouvernement, semblent croire que la « Marche pour le Changement » vise à brûler les étapes pour parvenir au pouvoir. La marche a permis de remettre en question les habitudes. Ce faisant, nous avons un défi à relever : inventer un nouveau langage politique, un nouveau mode d'organisation et un nouveau mode de gouvernement.

Cet élément positif m'amène à quelques réflexions en guise de conclusion.

Nous devons éviter de penser que le phénomène de la Place Tahrir – comme celui de Soweto – constitue en soi une feuille de route. Considérons plutôt ce qui se passe en Egypte comme l'expression d'un projet démocratique à la fois au niveau de l'événement et de son déroulement. Souvenons-nous qu'il a fallu près de deux décennies pour que le soulèvement de Soweto porte ses fruits en matière de démocratie en Afrique du Sud. En Egypte, le processus ne fait que commencer. Personne ne peut dire combien de temps il faudra pour parvenir à des résultats tangibles.

Aujourd'hui, nous devons admettre que le mouvement de la Place Tahrir n'a pas amené la révolution mais juste une réforme. Ce

qui est plutôt bien. Ce qu'il faut retenir de ce qui s'y déroule – à la différence de la Lybie voisine – c'est le pouvoir de la non-violence. A l'inverse de la violence, la non-violence ne consiste pas simplement à résister et à exclure, mais à rassembler, offrant ainsi de nouvelles possibilités de réformes, jusqu'ici inenvisageables.

Le défi auquel fait face aujourd'hui la classe politique ougandaise est de serrer les rangs pour le combat final, comme il est en général recommandé. L'enjeu réel est de permettre une nouvelle politique sur la base de nouvelles associations et de nouvelles approches. Il ne s'agit pas de provoquer une révolution mais des réformes. Qui du gouvernement ou de l'opposition mènera le mouvement et déclenchera le processus ?

Élections 2011 – 2013 en RDC : contexte et défis¹

par Onesphore Sematumba
Pole Institute, Juillet 2011

1. Tant que les villes sont calmes...

Le mardi 19 juillet 11, la population de Shabunda, en province du Sud Kivu, à l'est de la RDC, a posé un acte inhabituel dans la culture congolaise. Excédée par l'insécurité à laquelle elle se trouve exposée depuis plusieurs années et de l'esclavage de fait auquel elle est soumise par les rebelles rwandais des FDLR, cette population a tenté d'empêcher le retour à Bukavu d'une importante délégation qui venait d'effectuer une brève visite sur leur terrain. Avec des moyens dérisoires, des femmes et des hommes de cette cité martyre ont en effet barricadé la route et lancé des cailloux pour essayer de retenir parmi eux le Représentant spécial des Nations-Unies et patron de la MONUSCO, Roger Meece, et le Gouverneur de la Province du Sud Kivu Marcellin Cishambo. La délégation n'a pu se frayer un passage que grâce aux tirs des policiers qui ont dispersé cette manifestation d'une colère longtemps contenue.

En osant s'attaquer à deux symboles du pouvoir, cette population traduisait à la fois son ras-le-bol face à l'insécurité et son désespoir face à l'abandon de ceux qui sont censés la lui garantir.

Deux jours auparavant, ce sont les pêcheurs opérant sur le lac Tanganyika qui déposaient un ultimatum – ou un préavis de grève – si le harcèlement dont ils sont victimes de la part d'un groupe Maï Maï local ne cessait pas. En effet, le groupe Maï Maï du « général » Yakutumba a promis d'arraisonner toute embarcation qui ne lui verserait pas une

¹ Source: www.pole-institute.org

redevance mensuelle de 500 USD. Ces pêcheurs, eux aussi, attendent du gouvernement congolais une protection minimale pour qu'ils puissent poursuivre leur navette entre Uvira (Sud Kivu) et Kalemie (Katanga) et par là assurer leur survie.

Dans le territoire de Beni, dans la partie septentrionale du Nord Kivu, des villages entiers se vident de leurs habitants suite à un préavis d'attaque transmis par les rebelles ougandais de l'ADF-NALU. Un peu plus au Sud, en territoire de Lubero, c'est un médecin, le docteur Paluku Mukongoma, qui a été enlevé en plein jour de son cabinet de travail à l'hôpital de Oïcha par des hommes en uniforme militaire. Il a disparu depuis le 1er juillet 2011 à 16 heures et on est sans nouvelles depuis lors.

Quant à la traversée de l'espace du Parc National des Virunga entre le territoire de Rutshuru et celui de Lubero, elle se fait au péril de la vie des passagers ; divers coupeurs de routes s'y livrent en toute quiétude à toutes sortes d'exactions sur cet axe important pour l'économie de la province du Nord Kivu. Les auteurs de ces actes sont souvent assimilés aux FDLR rwandais, mais sous ce label opèrent aussi des éléments de l'armée régulière – très mal payés – et des jeunes désœuvrés locaux en quête de moyens de subsistance.

Ce tableau n'est malheureusement pas exhaustif car des zones entières aux Kivu et en province Orientale notamment, se trouvent sous la coupe des rebelles étrangers et échappent pratiquement à tout contrôle gouvernemental. Plus de détails ? 7 des 8 territoires du Sud Kivu par exemple. Cette donne est pourtant généralement occultée comme s'il existait un consensus tacite que, tant que tout est calme à Kinshasa et dans les autres villes principales, le reste du pays et de la population compte pour du beurre !

Dans ce contexte, parler d'élections ne relève-t-il pas de la provocation pour des femmes et des hommes qui vivent avec des baluchons sur la tête et pour qui l'espérance de vie est littéralement de « vingt-quatre heures renouvelables » ?

Ceci dit, les élections se tiendront et doivent se tenir non pas seulement parce que, comme le dit l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma

dans son roman *En attendant le vote des bêtes sauvages* « le coassement des grenouilles n'empêche pas l'éléphant de boire » mais aussi parce que les élus de 2006 sont à la fin de leur mandat et qu'il faut absolument les leur renouveler ou en élire d'autres de 2011–2013, sinon la belle façade démocratique érigée ensemble avec la Communauté Internationale est en péril.

2. Les millions de la CENI

A en croire Monsieur Daniel Ngoy Mulonda président de la Commission nationale électorale indépendante (CENI), tous les voyants sont au vert, à un peu plus de quatre mois du jour J, le 28 novembre 2011, date à laquelle chaque Congolais en âge de voter glissera de nouveau dans l'urne le précieux bulletin en vue de désigner le futur Président de la République et les futurs députés nationaux.

En moins de quatre mois de son installation effective, les chiffres réalisés par la CENI sont, il est vrai, impressionnants. Elle a ainsi réussi à dépasser le seuil de 31 millions d'électeurs qu'elle s'était assignée dont 3 millions à Kinshasa, soit près de 6 millions de plus qu'en 2006. Autre exploit, à mettre sur le compte du gouvernement congolais, 110 millions de dollars US ont été débloqués en faveur de la CENI à ce jour. Si l'on ajoute les fonds alloués à la défunte Commission électorale indépendante (CEI), prédécesseur de la CENI, la participation gouvernementale dans le financement de ce cycle électoral 2011–2013 s'élève à 190 millions de dollars US, l'ambition de la RDC étant de contribuer à hauteur de 60 % du budget au lieu des 10 % de 2006. Autre contribution de taille : la France vient de former un premier contingent de 500 policiers congolais sur un total de 1000 qui seront commis à la police des élections, le tout pour un budget de 2 millions d'euros. En contrepartie de cette valse des millions, la CENI promet des élections irréprochables, libres, transparentes, démocratiques et terminées dans les délais prévus.

3. Les acteurs et les enjeux

Par définition, lors d'une élection, « la population concernée *transfère*, par le vote de sa majorité, à des représentants ou mandants choisis, une *légitimité* pour exercer le pouvoir attribué à la fonction ainsi occupée, par le biais d'un *contrat* politique. »² La population joue donc un rôle central et constitue l'acteur majeur dans le jeu électoral alors que le candidat à la fonction négocie une légitimité, un mandat et essaie de vendre un projet de société qui, s'il est accepté par les électeurs, constitue la base d'un contrat. Qu'en est-il de l'expérience congolaise ?

Notons d'emblée que, contrairement à une opinion répandue, les élections de 2006 n'ont pas été les premières organisées au Congo. Il y en a eu d'autres, auparavant, sous les différents régimes et les dénominations successives du pays. Comme le constate la journaliste Marie-Soleil Frère,

« ... la République démocratique du Congo (République du Zaïre entre 1974 et 1998) a connu avant même l'indépendance, des élections municipales en 1957, communales en décembre 1959 et législatives en mai 1960. Après l'indépendance du pays le 30 juin 1960, les Congolais ont été appelés aux urnes pour entériner le référendum constitutionnel de 1964, pour les élections législatives de 1965 et le référendum constitutionnel de 1967. Des élections se sont ensuite déroulées dans le cadre du parti unique MPR en 1970, 1975, 1977, 1982 et 1987, ainsi que lors du référendum sur la nouvelle constitution zaïroise en 1973. Mobutu Sese Seko, candidat unique, s'est présenté au suffrage de ses concitoyens en 1977 et 1984. »

La RDC a donc derrière elle une histoire électorale mais qui, de toute évidence, n'a pas laissé de traces indélébiles dans la mémoire collective pour deux raisons principales. La première, c'est que les élections de l'époque des indépendances se sont passées avant la naissance de la plupart des électeurs congolais d'aujourd'hui ; la seconde, c'est que celles

² Source : Internet, Wikipédia.

de l'ère Mobutu tenaient tellement de la farce et du folklore que les électeurs les oubliaient au seuil même du bureau de vote. Pendant plus de quarante ans, les populations ont donc été flouées et leur pouvoir confisqué par des élites qui ont vite fait d'inverser les rôles, faisant des électeurs des mendiants et des périodes électorales de vastes marchés de dupes où les voix étaient troquées contre des caisses de bière, des pagnes et des foulards à l'effigie des candidats et autres frivolités de la même espèce.

On prend les mêmes, et on n'avance pas !

Les élections de 2006 étaient une opportunité pour « le souverain primaire » congolais de reconquérir son pouvoir perdu en se repositionnant en mandataire et non en mendiant. Tel ne fut pas le cas. Les candidats, tous pétris de culture mobutienne que la plupart avaient contribué à implanter, inondèrent les populations de caisses de bière, de sacs de farine, des pagnes et de foulards et d'autres babioles sur fond d'un discours généralement creux, démagogique souvent, incendiaire parfois. Le lendemain des élections, les populations réalisèrent, un peu tard, l'étendue des dégâts : à cause des cadeaux éphémères, elles avaient légitimé, pour cinq longues années, les mêmes femmes et les mêmes hommes qui avaient sévi dans le pays depuis 1960 ; des pères siégeaient au Sénat pendant que leurs enfants débattaient à l'Assemblée nationale ; un ministre démis de ses fonctions cédait sa place au gouvernement à sa femme. Enfin une fracture Est-Ouest était remarquable en fonction des voix glanées par les deux challengers du deuxième tour de la présidentielle, Jean-Pierre Bemba ayant fait le plein de voix à l'ouest et Joseph Kabila à l'est.

Cette fragmentation au niveau national cachait mal des fragmentations plus insidieuses, au niveau des communautés, conséquences d'un vote qui a été ethnique dans plusieurs régions. En effet, dans un contexte où l'Etat avait failli à ses missions traditionnelles d'assurer la sécurité élémentaire et les services minima comme les soins de santé et l'éduca-

tion des jeunes, les liens familiaux, claniques et ethniques ont fonctionné comme des structures protectrices des individus et régulatrices de la vie sociale et, d'une certaine manière, de la vie politique. Les candidats ont ainsi largement joué sur la fibre ethnique, invitant les populations à voter pour « leur enfant », « le fils / la fille du terroir », ajoutant quelques fois la promesse de défendre ses frères et sœurs contre les « autres ». A Goma, l'on se rappelle encore la campagne de ce député provincial qui jurait qu'il ne couperait sa barbe qu'après « le retour dans leur pays d'origine de tous les Rwandais du Nord Kivu », faisant allusion aux Congolais d'expression kinyarwanda. A la fin de ce mandat, l'honorable garde encore sa barbe fleurie et pourrait la remettre en jeu dans les mois à venir pour un autre bail à l'hémicycle.

Car ce scénario de fragmentation risque, hélas, de se répéter pendant le cycle électoral. Au sommet d'abord : on assistera certainement à une inflation de candidatures à la présidentielle comme en 2006 où les Congolais devaient choisir au premier tour entre 33 candidats dont les programmes étaient mal connus mais qui pouvaient, chacune et chacun, se réclamer d'un « fief » correspondant à son lieu d'origine, la compétition se réduisant à une course pour la délimitation des espaces au lieu d'un combat d'idées. Ainsi, la candidature des deux sœurs biologiques – même père même mère comme on dit ici – dans le Bas Congo avait paru à certains comme une incongruité alors que les deux dames appartenaient à des formations politiques différentes. Par la suite, au second tour, on a assisté à une recombinaison de l'espace national par le rachat des territoires des uns et des autres en vue de la victoire finale. Deux gros blocs ont été alors formés. D'une part, l'Alliance pour la Majorité Présidentielle rangée derrière Joseph Kabila et qui comptait des acteurs importants de l'ouest dont le Parti Lumumbiste unifié (PALU) du patriarche Gizenga qui avait fait le plein des voix dans son Bandundu natal et l'Union des démocrates mobutistes (UDEMO) de Nzanga Mobutu, le propre fils du Maréchal Mobutu dont le père de Joseph Kabila avait été le tombeur. Cette alliance – surprise permettait à l'AMP de glaner des voix dans la province de l'Equateur, fief de l'autre

finaliste, Jean-Pierre Bemba. Ce dernier, qui avait fait le plein de voix dans la capitale, comptait sur son bloc, l'Union pour la Nation (UN) pour occuper le fauteuil présidentiel. Mais faute d'un allié de poids dans les montagnes de l'Est, il perdit l'élection avec 42 % des suffrages exprimés. Par la suite son passé de chef rebelle le rattrapera. Accusé des crimes commis par ses troupes en Centrafrique, il est arrêté lors d'un séjour en Belgique et transféré à La Haye où il doit comparaître devant la Cour Pénale Internationale (CPI). Orpheline et divisée, la jeune opposition congolaise ne jouera qu'un rôle marginal dans des institutions dominées par les affidés du Chef de l'Etat.

Le scénario de 2011 paraît plus compliqué. D'abord parce que les règles du jeu ont changé depuis janvier avec la révision précipitée de la Constitution par une Assemblée nationale tout acquise au Chef de l'Etat actuel et candidat à sa propre succession, Joseph Kabila. Selon les nouvelles dispositions, l'élection présidentielle se fera désormais à un seul tour, peu importe le score du vainqueur. Malgré le tollé suscité par ce tripatouillage constitutionnel dans l'opposition et au sein de la Société civile notamment de la puissante Eglise catholique, rien n'y a fait. L'irruption dans l'arène de deux opposants dont l'éventuelle alliance au second tour pourrait mettre en ballottage défavorable le Président en exercice a certainement joué pour beaucoup dans cette révision. Il y a d'abord Etienne Tshisekedi. Le vieux leader de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) s'est déclaré candidat Président, après avoir boycotté le scrutin de 2006. Avec Jean-Pierre Bemba retenu par la CPI à La Haye, Kinshasa, en plus des deux provinces du Kasai (au centre), pourrait porter son dévolu sur le vieil opposant. Il y a ensuite le bouillant Vital Kamerhe, ancien Secrétaire Général du parti présidentiel et ancien Président de l'Assemblée nationale, aujourd'hui à la tête d'un parti d'opposition, l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) et de la coalition Alternance Vital Kamerhe (AVK), qui va chasser les voix sur les mêmes terres des Kivu où Joseph Kabila avait été plébiscité en 2006 avec comme principal propagandiste... Vital Kamerhe.

La province minière du Katanga (Sud-Est), province d'origine de Joseph Kabila, lui semble naturellement acquise par le soutien dont il bénéficie de la part des leaders locaux tels que le Président de l'Assemblée provinciale, Kyungu wa Kumwanza, tristement célèbre pour le pogrom des Kasaiens sous Mobutu, le richissime député national Jean Claude Muyambo et le tout aussi richissime gouverneur Moïse Katumbi Chapwe. Ce dernier, qui a annoncé son retrait de toute activité politique à la fin de ce mandat, continue à clamer sa loyauté au Chef de l'Etat. Le Bas-Congo (extrême ouest) ouvrira certainement les bras à celui qui sera soutenu par le Bundu dia Mayala du député Ne Mwana Nsemi dont les visées autonomistes ne sont un secret pour personne. Quant à l'Equateur, province d'origine des Mobutu et des Bemba, elle sera âprement disputée, aucun des deux clans ne présentant pour le moment de candidat présidentiable.

Dans pareil contexte, le scénario le plus attendu aurait été celui d'un consensus de l'opposition autour d'une candidature et d'un programme communs pour faire face au candidat du camp présidentiel et éviter ainsi une dispersion des voix et la fragmentation de l'espace électoral. Un tel schéma ne semble pas encore se mettre en place, chaque opposant estimant son heure de gloire arrivée. D'autres candidatures sont même annoncées, telle celle du Dr Oscar Kashala, arrivé cinquième en 2006, ou encore celle de François Muamba, dissident du MLC de Jean-Pierre Bemba. Cette cacophonie due à la guerre des ego fait assurément les affaires du Président sortant qui n'aura besoin que de sortir le premier de la fournée 2011, indépendamment du nombre de Congolais qui auront voté en sa faveur. Mais une alliance des opposants à la dernière minute n'est pas à exclure totalement ni un vote sanction contre le pouvoir qui n'a pas tenu ses promesses en termes de sécurité et d'amélioration des conditions de vie des Congolais. Dans ce cas de figure, le nouvel élu serait confronté au défi de recoller les espaces du pays et lui éviter de retomber dans la situation d'avant 2002, tant les équilibres demeurent fragiles en RDC.

Un processus inachevé : à quand donc les locales ?

Le cycle électoral 2011–2013 intervient alors qu'en réalité celui de 2006 ne s'est jamais achevé. Il y a eu d'abord un référendum constitutionnel, la présidentielle, des législatives nationales et provinciales au suffrage direct et des scrutins indirects pour la désignation des sénateurs et des gouverneurs de province. Et puis, rien. Les élections urbaines, municipales et locales, pourtant programmées, n'ont jamais été organisées alors qu'elles auraient servi à impulser la décentralisation prônée par la nouvelle Constitution. Tout s'est passé comme si, dans la logique pyramidale strictement verticale en place depuis l'indépendance, les institutions de la base, surtout en milieu rural, n'étaient, politiquement, d'aucune importance. A moins que ce ne soit une stratégie délibérée du pouvoir en place. En effet, si les populations ont été privées d'une occasion de se choisir des représentants de proximité qui leur auraient été d'autant plus redevables qu'ils ne les abandonneraient pas pour aller faire la politique « ailleurs » – une fois élus, les députés rejoignent leur poste dans la capitale nationale ou provinciale et n'en reviennent qu'à la fin du mandat pour solliciter un autre suffrage – le fait d'occulter les élections locales a permis au pouvoir en place de nommer lui-même, par décrets, les animateurs de l'administration locale (maires, bourgmestres, administrateurs des territoires, commissaires des districts). Cet appareil administratif pourrait renvoyer l'ascenseur en influençant éventuellement le vote des administrés en faveur des candidats du pouvoir qui les a placés à leurs postes actuels. Dans la programmation actuelle, les élections locales sont renvoyées en 2013 à la fin du processus, avec tous les risques de les « oublier » de nouveau, à moins que la mémoire du Pasteur Ngoy, le président actuel de la CENI soit plus fiable que celle de l'Abbé Malumalu, l'ex-président de la défunte CEI. Encore qu'il faudra compter avec la volatilité de la situation sécuritaire dans les milieux ruraux où même les rebelles armés étrangers comme les FDLR ont été enrôlés et pourraient influencer sur le processus, soit en le perturbant par leur activisme militaire, soit en faussant les résultats

par leur propre vote quand on sait qu'en RDC les étrangers de l'intérieur tout comme les Congolais de l'extérieur n'ont pas le droit de vote.

A quoi sert un parti politique ?

Pendant ce temps, alors même que la campagne électorale n'a pas encore commencé, les uns et les autres affûtent leurs armes en vue des élections. Sous prétexte de mobilisation des citoyens pour leur inscription au rôle électoral (enrôlement), les futurs candidats sont revenus vers « leurs bases » et, faisant d'une pierre deux coups, ont implanté leurs partis actuels. Car, entre-temps, la plupart d'entre les députés nationaux ont adhéré à d'autres regroupements ou créé des partis censés leur procurer un autre mandat. Cette inflation des partis va certainement ajouter à la confusion et à la fragmentation dont je parlais ci-haut, la grande majorité de Congolais n'ayant pas une éducation suffisante pour se retrouver dans la jungle des sigles surtout lorsque le porte-étendard (le fils /la fille du coin) appelle – déjà ! – ses électeurs à voter pour quelqu'un d'autre, à la présidentielle. Comme l'observait récemment un analyste de la vie politique au Nord Kivu, « en 2006 nous avons élu des députés ; en 2011 ils sont tous devenus des partis politiques » !

Cette transhumance d'un parti à un autre, cette quête permanente d'une « autorité morale » et cette fertilité dans la création des sigles (400 partis politiques seraient recensés par le Ministère de l'Intérieur à ce jour) illustrent les propos de M. Djoli Eseng'ekeli :

« Les partis politiques congolais d'hier comme d'aujourd'hui demeurent des partis éphémères, fragmentaires, des partis circonstanciels, propriétés d'individus, des partis essentiellement urbains, sans vision programmatique précise ni base idéologique claire, des partis « fourre-tout » à connotation tribale, régionaliste, opportuniste et clientéliste. »³

³ DJOLI Eseng'ekeli, cité par OBOTELA RASHIDI N., « Élections 2011 : Profil des candidats et des partis politiques », in Congo- Afrique n° 456, p. 415.

4. A chacun ses mirages

Le 30 juin 1960, les Congolais ont fêté dans l'allégresse une indépendance dont ils attendaient des miracles. Le lendemain 1^{er} juillet 1960, aucun miracle ne se produisit et les témoins de cette époque assurent que, depuis ce jour-là, le pays a amorcé une dangereuse marche à reculons. En 2006, les descendants des témoins de l'indépendance et les survivants de la marche arrière ont jubilé, à l'occasion des premières élections libres, démocratiques et transparentes. Les candidats ne nous avaient-ils pas promis, lors des discours arrosés de bière et agrémentés des foulards, « un pays plus beau qu'avant » le lendemain des scrutins ? La paix, le pain, l'eau, l'électricité, l'emploi, rien n'a été oublié dans le chapelet des promesses. Cinq ans plus tard, la désillusion est grande et le dégoût perceptible. « Je n'irai pas voter, cela ne sert à rien sauf à enrichir ceux qui sont au pouvoir », affirme un déçu de 2006. Sentiment largement partagé, en dépit de l'engouement observé pour l'enrôlement et des bruyantes processions qui accueillent et accompagnent les politiciens aux aéroports et aux ports à l'occasion de leurs tournées pré-électorales. L'engouement pour l'enrôlement s'explique par le fait que la carte d'électeur tient lieu de carte d'identité nationale provisoire ; l'enregistrement au rôle revêt donc un aspect administratif d'état – civil qui motive autant les Congolais que la perspective de voter. Quant à la mobilisation des sympathisants des politiciens, personne n'est dupe : elle est proportionnelle à la capacité financière du concerné qui pourvoit les motards en carburant, prend des camions et des bus en location, prend en charge la soif et la faim des manifestants.

L'impression générale est donc que « les élections, ça ne sert à rien », même pas à faire naître un embryon de démocratie. Celle-ci ne peut pousser que sur un terreau où les populations sont dotées d'une culture politique suffisante pour qu'elles osent interpellier leurs élus qui, comme nous le disions plus haut, leur doivent leur légitimité et leur sont donc redevables et comptables. Des efforts devraient donc être menés dans l'accompagnement des Congolais vers cette culture politique, ce

qui commence par la mise en place d'un système éducatif global orienté résolument vers la formation du citoyen, ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement. Par ailleurs, les révoltes comme celles constatées au sud Kivu où des populations excédées ont exprimé leur ras-le-bol face à ceux qui leur doivent la protection, sont un petit pas dans la bonne direction. Car nous croyons que sans une petite dose de « révolte constructrice », aucun changement positif ne pourra s'opérer pour les Congolais.

Juillet 2011

Engagement des membres du réseau SCP Grands Lacs et des participants à l'atelier de Goma (RDC), avril 2011

Nos principes et règles pour un travail de paix en période d'élections

Sur base des travaux de l'atelier les 25 participants partenaires et professionnels SCP de EED et de l'AGEH en RDC et au Burundi se sont mis d'accord sur un nombre de points qui doivent guider le travail de paix en période d'élections. Ce travail sera continué et amélioré en prenant en compte nos expériences. Les participants se sont engagés à respecter ces principes.

Principes

- L'engagement politique individuel est un droit, mais l'engagement dans le travail de paix demande de rester en dehors de la politique politicienne.
- On ne peut pas être responsable ONG ou Eglise et politicien en même temps
- Nous voulons être acteurs et non victimes...
- Impartialité
- Travailler pour l'intégration de tous, s'engager contre l'exclusion et les discours de haine
- Unir et non diviser
- Analyser la situation de façon continue
- S'engager pour quoi ? Pour le droit des populations
- Faire entendre la voix des populations
- Nous insistons sur le contenu (des programmes...)
- Privilégier tout ce qui est dialogue social sur base de revendication

- Se demander si nous contribuons au renforcement d'institutions démocratiques viables
- Veille continue sur la perception de nos actions
- Parfois il vaut mieux ne rien faire que nuire !
- Renforcer une culture « citoyenne » basée sur certaines valeurs
- Travailler sur la redevabilité des élus
- Nous devons travailler et combattre à partir de faits et non de rumeurs
- Se renforcer mutuellement dans nos réseaux
- Combattre la logique clientéliste
- Renforcer la légitimité et la crédibilité de nos Eglises

Risques

- Nous pouvons être mal compris et mal perçus, et être perçus comme « partisans »
- Conflit entre rôle ONG/Eglise et rôle personnel
- Sensibiliser avant d'écouter (ce qui fait que nous prêchons et ne récoltons pas les voix des populations)
- Renforcement de la résignation et de l'apathie, de l'apolitisme et de la violence par notre actions ou nos discours et souvent inconsciemment.

Défis

- Travailler dans un contexte dangereux en respectant ses principes.

Les élections et les logiques identitaires : quel rôle pour les professionnels SCP ?

par Marie José Mavinga Kumba,
coordinatrice nationale SCP-EED, Kinshasa, RDC

Lors des élections de 2006, la société civile en RD Congo a fait face à beaucoup de problèmes de manipulation de la population dont une grande partie de la jeunesse et a cependant pu de façon pacifique, maintenir l'harmonie et la cohésion sociale au sein des populations. Aujourd'hui en 2011 nous allons vers de nouvelles élections. Ce qui ressort de quelques entretiens que j'ai eu avec les jeunes de Kinshasa, est une forte attente du changement mais ils sont dans le doute et ne savent si cela va venir un jour. C'est une situation qui demande beaucoup de doigté et de vision stratégique si on veut travailler avec eux, sans privilégier l'un ou l'autre candidat, sans les décourager ni les manipuler.

Mais pour les professionnels SCP qui viennent nous accompagner dans notre travail pour la paix cela se pose encore autrement. Ils sont étrangers dans notre pays. Les logiques « identitaires » où l'on exclut des personnes en raison de leurs origines deviennent malheureusement de plus en plus fréquentes. Quel rôle constructif les professionnels peuvent-ils jouer en période d'élections sans s'immiscer de façon inappropriée mais en mettant à profit leur distance qui parfois peut aider à y voir plus clair ?

La situation que je décris se déroule en 2006 avant les élections législatives et présidentielles en RDC. Pendant cette période électorale, plusieurs organisations de la société civile étaient engagées dans l'éducation civique afin de sensibiliser et d'inviter les citoyens à participer au processus électoral. Ces programmes de formation et d'accompagnement des citoyens visaient l'ouverture d'esprit et d'analyse de ceux – ci pour faire des choix responsables de personnes qui assumeront la ges-

tion du pays et de la chose publique. Durant cette même période, on assistait à deux tendances : D'une part, ceux qui avaient le pouvoir et l'argent, pensaient qu'ils pouvaient tout acheter et même faire taire toutes les tendances qui s'opposaient à leur idéologie et d'autre part, ceux qui utilisaient des manoeuvres politiciennes en instrumentalisant les populations pour les pousser à se soulever.

Ce contexte nébuleux avait permis la mobilisation de la population par un leader local les incitant à tort ou à raison à se révolter contre ce qu'il qualifiait d'accaparement de postes de responsabilité par des « non originaires ». Selon lui, les postes de responsabilité dans les différentes institutions de la province étaient occupés par des non originaires ce qui à son avis conduisait à des injustices, des tracasseries et autres brimades vécues par la population. Cette façon de voir les choses conduit à l'intériorisation de ce qui se répand de plus en plus au Congo que « seul les originaires peuvent assurer le développement de la province : la province aux autochtones ». On devrait donc leur confier la gestion. Or ceci ne permettra jamais la construction d'un Etat nation et favorise plutôt le tribalisme et la division ethniciste...

Face à cette situation potentiellement explosive, une organisation non gouvernementale oeuvrant dans cette province s'était engagée à contribuer à la résolution du conflit entre les originaires et les non originaires. Elle avait estimé que la persistance d'une telle situation pourrait avoir des répercussions néfastes sur la paix et l'harmonie dans la province.

L'ONG a donc invité plusieurs acteurs de la province à un atelier de réflexion pour clarifier le problème et voir comment développer des stratégies d'intervention auprès des populations locales et créer des synergies dans leurs actions.

Le jour de l'ouverture de l'atelier, un participant membre d'un parti politique et cadre influent dans l'organe de décision de l'ONG, apporta sa contribution personnelle à l'organisation sous forme d'un lot de matériaux à utiliser pendant les travaux et qui portaient de manière très visible, les marques de son parti politique. Voyant ce geste, certains

membres de l'organisation et la professionnelle (expatriée venue travailler au sein de l'organisation) discutèrent sur le geste posé et les enjeux en rapport avec la situation du terrain mais aucun collègue congolais n'osait déplacer ces matériaux. Il est important de souligner que la structure organisatrice est une organisation apolitique, membre de la société civile. L'activité devait demeurer neutre et sans coloration politique aucune.

Consciente de ces enjeux, la professionnelle prit la décision personnelle d'enlever tous ces matériaux. Le problème n'était pas que le contenu ne soit pas utile mais plutôt le caractère propagandiste lié à un parti politique. L'objectif de l'atelier était de créer un espace d'échange et de négociation pour que les gens s'expriment librement en confrontant leurs points de vue et trouvent des alternatives. La distribution de ces matériaux pouvait faire capoter l'atteinte des objectifs. Il fallait maintenir la neutralité du cadre de rencontre, élément central capable de permettre à l'atelier de se passer dans de bonnes conditions et à aboutir à des résultats à même de contribuer efficacement à la restauration et la consolidation de la paix.

L'analyse de l'acte posé par la professionnelle est riche d'enseignements:

- Le souci de neutralité et d'impartialité de la rencontre : elle n'a pas voulu compromettre la rencontre en donnant l'impression de favoriser un courant politique par rapport à d'autres. Elle a privilégié les intérêts de la société civile qui était encline aux déchirements et dont il fallait préserver l'harmonie.
- Elle a fait preuve de courage en s'opposant à «une force » au nom de l'intérêt général.
- Elle a refusé l'intimidation par un participant qui voulait faire valoir sa position influente au sein de l'organisation et biaiser ainsi les échanges et même les résultats finaux.

A la fin de la journée, les membres de l'organisation se sont réunis et ont délégué leur responsable pour expliquer au participant en question

pourquoi il était nécessaire d'évacuer ces matériaux vu les enjeux et les objectifs qu'ils s'étaient assignés. L'acte posé par la professionnelle ne visait pas sa personne mais les intérêts de l'atelier.

Quelques questions:

Le bien-fondé de l'acte de la professionnelle est évident. Cependant il faut se poser ces questions :

1. Comment allons-nous dépasser une situation où apparemment il faut être étranger ou étrangère pour pouvoir agir selon certains principes,
2. Pourquoi nous, les Congolais, n'osons-nous pas le faire ? Est-ce la peur face au pouvoir ? Sont-ce les pesanteurs culturelles étant donné que la personne était plus âgée que tous les autres membres de l'organisation et occupait une place importante au sein des organes de décision ?

Ces interrogations sont importantes parce qu'elles démontrent l'importance du rôle que peut jouer l'accompagnement par des étrangers dans certains domaines tels que la gouvernance à ce stade de développement de notre pays.

Les étrangers surtout du Nord peuvent dire et faire certaines choses que nous ne pouvons pas assumer à cause des pesanteurs négatives et des forces culturelles rétrogrades encore très fortes.

Notre travail au sein du réseau SCP repose sur deux grands objectifs qui sont :

- La contribution au dépassement des fragmentations régionales, ethniques, politiques, religieuses etc.
- Le renforcement des initiatives locales en travaillant avec les populations en tant qu'acteurs et non victimes des changements.

L'engagement de cette ONG pour la paix lui a permis, après une analyse minutieuse du contexte, d'organiser cet atelier et de trouver des pistes de solution aux problèmes qui se posent dans le milieu. Un des rôles du

professionnel est de renforcer l'organisation en savoir, savoir faire et en savoir être afin de briser certaines barrières.

La vision de notre réseau est :

- L'émergence d'une culture de paix et de citoyenneté qui met fin à la culture de l'impunité et de la violence.
- Le renforcement des institutions facilitant la construction d'un Etat de droit.
- L'amélioration de la situation des populations par une meilleure gestion des ressources qui ne sont plus pillées.
- La RDC développe une identité partagée par tous les citoyens et trouve sa place dans la sous région et dans le monde.

Participation des femmes, mais à quels systèmes de gouvernance ?

Une étude sur des organes de prise de décision au niveau local à l'Est de la RDC

par Albert Mushiarhamina Kengo et Desiree Lwambo,
HEAL Africa, Goma, RDC

En ce qui concerne la construction de la paix il a été constaté que « les femmes ont tendance à mettre sur la table un plus large éventail de questions politiques et sociales, elles aident à garantir que la société civile et les victimes soient écoutées, et en général elles ont un effet positif sur le climat de négociation »¹.

L'implication de femmes garantit dans la plupart des cas l'inclusion des préoccupations des femmes et des enfants et assure une base plus solide à tout processus de négociation et de prise de décision.

Dans l'Est du Congo, il n'y a pratiquement aucun village sans association de femmes. Les causes qu'elles défendent sont aussi diverses que les femmes qui les dirigent. Alors que certaines se concentrent sur la transformation des conflits et la consolidation de la paix ou bien la mobilisation communautaire sur des droits et responsabilités civiques, d'autres promeuvent le développement économique et l'auto prise en charge, encore d'autres se lancent dans la lutte contre des violences faites aux femmes. Certaines associations ont un caractère religieux alors que d'autres sont nées sur la base d'intérêts communs, comme les associations des veuves ou des cultivatrices. Même si leur engagement est souvent basé sur des intérêts particuliers et des liens ethniques et familiaux, il est néanmoins fortement ancré dans les réalités de leur vie quotidienne.

¹ Norwegian Ministry of Foreign Affairs (2011), *Women, Peace and Security: Norway's Strategic Plan 2011–2013*, p. 6 (traduit d'Anglais en Français par les auteurs).

Cet engagement important dans la société civile ne se traduit jusqu'ici pas en influence politique directe. Même si la RDC est l'un des signataires de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), obligeant les États à prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination contre les femmes dans la vie politique et publique du pays (chapitre III, article 7), les femmes Congolaises sont absentes de presque toutes les instances de décision importantes et donc leur potentiel de consolidation de la paix demeure inexploité. Mais la RDC n'est hélas pas seule à marginaliser une bonne partie de ses populations dans le domaine de la participation politique.

Du 10 au 22 Septembre 2010, l'ONG HEAL Africa, à travers le programme « Genre et Justice Maniema » (GJM), a effectué une mission de recherche qualitative et participative sur des organes de prise de décision au niveau local dans la province du Maniema. Les organes de prise de décision sur lesquels l'étude a porté sont des organes étatiques, coutumiers, religieux et autres éléments de la société civile. L'objectif principal était de connaître les conditions qui peuvent soit avantager, soit décourager l'accès des femmes au pouvoir local. Cet objectif principal devait être atteint par trois objectifs opérationnels :

1. Créer une cartographie des institutions ou individus au niveau local qui prennent des décisions ayant un impact sur la communauté et ses membres, y compris les différents groupes religieux et ethniques ;
2. Analyser les interactions entre les différents organes et leurs relations avec les populations ;
3. Mesurer le degré de participation des femmes dans les organes de prise de décision.

La cartographie des institutions et individus dans la prise de décision a démontré que dans chaque communauté, il y a un paysage différent d'organes et d'institutions qui s'influencent mutuellement. La population emploie des nombreuses stratégies pour gagner de l'influence ou capter des ressources auprès des différents détenteurs de pouvoir. Sou-

vent, ces détenteurs utilisent des organes de prise de décision comme outils stratégiques pour l'acquisition de ressources personnelles.

Les relations entre des différents organes sont souvent marquées par des conflits d'intérêt. Il y a des conflits surtout entre les organes coutumiers et étatiques, mais aussi entre les organes coutumiers et religieux. La société civile est souvent en conflit avec le pouvoir étatique, car elle se présente comme un garde-fou contre des injustices de l'Etat. Parfois, des décideurs très arbitraires ou brutaux ont été remplacés suite à de fortes protestations de la société civile (comme c'était le cas à Kasongo).

Les résultats de l'étude ont démontré que les femmes sont sous-représentées dans la plupart des organes de prise de décision, mais surtout dans les organes étatiques et coutumiers. Bien que les femmes soient bien représentées au sein des Eglises, elles le sont essentiellement à la base. Les positions de leadership sont généralement tenues par des hommes. Il n'y a que dans la société civile, qu'on rencontre de nombreuses femmes en position de leader, comme activistes, porte-paroles et responsables d'associations.

Au niveau coutumier, l'influence des femmes est souvent plus indirecte. Bien que les femmes aient souvent tendance à se présenter auprès des agents des ONG locales et internationales comme des êtres impuissants, sans droits et sans voix, en réalité elles tiennent une partie du pouvoir et leurs paroles sont écoutées par les hommes. Les femmes ont leurs propres conseils de sages, dont les leaders sont souvent appelés dans le barza (conseil) des hommes pour donner leur avis. Aussi, les femmes de la famille du Chef Coutumier ont de l'influence dans la communauté. Néanmoins, la tradition interdit généralement qu'une femme puisse prendre une position officielle dans le pouvoir coutumier, ce qui fait de ces organes un domaine difficilement pénétrable pour elles.

Nous considérons que les organes étatiques sont un domaine avec un fort potentiel pour l'inclusion des femmes. En vue de la forte implication des femmes dans la société civile, il serait logique et utile que

les femmes traversent le pont vers le pouvoir étatique et s'impliquent d'avantage dans les institutions politico-administratives. Néanmoins, cette intégration pose encore et toujours problème. Du policier au député, du chef de territoire au directeur de l'école, les hommes semblent dominer.

Nous avons identifié trois causes principales pour le manque de participation des femmes dans les organes étatiques. D'abord, il y a la perception du pouvoir public que les femmes Congolaises considèrent peu attrayant. Des femmes interviewées ont argumenté que la gestion des organes de prise de décision est caractérisée par la corruption et la malhonnêteté. Elles estiment que l'engagement dans des organes locaux coûte beaucoup de temps et d'efforts, mais ne sera pas rémunéré sauf par l'exaction et la corruption. Elles craignent que si elles s'y engagent, elles deviendront aussi corrompues et, par conséquent, mal vues par la communauté. Est-ce qu'il faut alors d'abord une réforme ou refondation du système étatique avant de penser à la participation féminine ? Nous croyons qu'une telle réforme ou refondation ne pourra réussir sans la forte implication des femmes porteuses au même titre que les hommes de l'avenir du pays. La question essentielle est comment arriver à les mobiliser sans les manipuler en faveur d'intérêts particuliers dans des luttes de pouvoir au sein d'un système corrompu et obsolète.

Un autre problème du côté des femmes, est qu'elles s'estiment moins capables par rapport aux hommes parce qu'elles n'auraient – selon elles – pas les capacités intellectuelles pour briguer des postes étatiques. Selon elles, l'accès à ces organes de prise de décision requiert un niveau d'éducation dont la majorité d'entre elles ne disposent pas. Est-ce qu'il faut alors attendre qu'une nouvelle génération de femmes soit assez instruite ? Bien que nous soyons en train de promouvoir la scolarisation des filles avec succès, nous croyons que les femmes devraient se lancer dans la politique même si leur niveau d'études n'est pas considéré suffisant. C'est une question de bon sens, d'honnêteté et d'intégrité. Les femmes sont en général considérées par tous comme plus fiables et

redevables que les hommes. Le fait qu'elles soient souvent élues ou nommées trésorières dans les associations à la base en témoigne. Malheureusement la culture d'une éducation basée sur le paraître et les diplômes domine encore les schémas mentaux des femmes et des hommes. Et pourtant combien d'hommes politiques africains et européens ayant des diplômes universitaires se sont avérés des prédateurs corrompus et criminels ?

La troisième cause, c'est le manque de confiance entre femmes. Selon les interviewées, les femmes locales préfèrent des leaders hommes, car les leaders féminins évoquent en elles souvent des sentiments de « jalousie » et de « méfiance ».

Néanmoins, l'étude a relevé que certaines femmes sont considérées comme de bons leaders en ce qui concerne la résolution des conflits au sein des conseils de famille et au sein des églises. On estime que les femmes mères sont en général sages et qu'elles sont les conseillères principales des hommes. Quand les hommes ne réussissent pas à trouver un compromis, ils appellent souvent des « gardiennes de la coutume » pour qu'elles interviennent. Est-ce qu'on peut alors définir un style de « leadership féminin », qui est basé moins sur l'autorité par intimidation et confrontation, mais plus sur le consensus et le dialogue ? Nous avons pu constater que des qualités « masculines » (rigueur, agressivité, orgueil) sont mal vues chez une femme. C'est pourquoi certaines femmes leaders conseillent que les femmes emploient un autre style de leadership, ce qu'elles appellent « agir comme une maman ».

HEAL Africa, en tant qu'ONG, n'est pas en mesure d'améliorer des structures étatiques et leur réputation. Nous ne pouvons pas garantir que l'inclusion des femmes dans des organes étatiques sera un rempart contre la corruption et les conflits locaux. Néanmoins, des décisions prises au niveau local – par des tribunaux, des bureaux de cadastre et dans des écoles – concernent les femmes aussi bien que les hommes, et il est important qu'elles soient représentées pour défendre les intérêts des femmes. Les effets d'un tel changement doivent devenir visibles pour pouvoir les évaluer.

Dès lors que la Commission Electorale Indépendante (CENI) a lancé la révision du fichier électoral pour l'organisation des élections aux niveaux de la ville, de la chefferie, du territoire, du secteur et du village, nous avons orienté notre action de mobilisation communautaire vers l'encouragement des femmes qualifiées à être enrôlées afin que chaque femme puisse non seulement détenir sa carte d'électrice, mais aussi s'orienter d'avantage vers des candidates femmes qui par ailleurs leur semblent sérieuses et honnêtes. Le projet GJM dispose d'un réseau important de femmes (et aussi de quelques hommes) qui se sont organisées dans un mouvement associatif au sein du réseau Wamama Simameni. Pour une meilleure représentation des femmes dans des postes politico-administratifs, nous avons organisé des mobilisations communautaires de femmes leaders des associations, en coopérant aussi avec les collègues et femmes engagées au Nord Kivu. HEAL Africa prévoit également des séances de réflexion avec les détenteurs de pouvoir (étatique et coutumier) en vue de définir les mécanismes d'encouragement ou d'encadrement des femmes qui désirent entrer dans la gestion de la chose publique.

Certes, le paysage politique en RDC n'est pas particulièrement attrayant. La décentralisation de ce vaste pays a été stoppée de façon assez abrupte et la plupart des ressources sont concentrées sur la capitale et certains centres urbains, laissant la majorité des autorités politiques et administratives ainsi que ce qui se dit une armée, avec des ressources insuffisantes pour fournir des services sociaux et assurer la sécurité. Mais en s'appuyant sur des ressources culturelles et en utilisant des mécanismes locaux de gestion des conflits, les femmes peuvent être très efficaces dans la transformation des relations sociales et ainsi, créer une pression pour améliorer les institutions étatiques. Car au niveau local, « l'Etat » n'est pas un être abstrait, mais consiste en des personnes humaines qui remplissent des postes. Il est maintenant essentiel de préparer les femmes et toute la société pour un leadership féminin afin qu'elles puissent apporter leurs contributions à la reconstitution globale des communautés. Ceci sera facilité par des initiatives qui intègrent une

culture de citoyenneté et de redevabilité dans la consolidation de la paix, comprenant des projets de paix communautaire dans les écoles et les villages.

Le CRAFOD et l'accompagnement des populations aux élections pour une culture de paix au Bas-Congo

par Angèle Mazimi et Pierre Fichter, CRAFOD, Kimpese, RDC

Le Centre Régional d'Appui et de Formation pour le Développement s'est donné pour mission d'accompagner la population de la province du Bas-Congo dans l'amélioration de ses conditions d'existence, en ayant la profonde conviction que les conditions d'un développement humain durable passent avant tout par une intervention intégrant les aspects économiques, culturels et politiques.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le projet d'accompagnement des populations aux élections pour une culture de paix au Bas-Congo. Ayant fait un suivi du contexte local depuis les dernières élections de 2006 jusqu'à la période pré-électorale actuelle, le CRAFOD tente de développer une approche basée sur la participation et l'expression populaire avec pour principal objectif la promotion du dialogue entre les citoyens pour la construction d'une culture démocratique et la tenue d'élections apaisées.

Au Bas-Congo chacun a en effet en mémoire les événements qui avaient suivi les élections de 2006 et 2007. A l'époque, le mouvement Bundu Dia Kongo (BDK) s'en était pris notamment aux symboles de l'Etat Congolais après la déception suscitée par les résultats sortis des urnes. S'en était suivie une répression violente de la part des autorités.

Aujourd'hui, on constate qu'une grande partie de la population reste traumatisée par cette période sombre de l'Histoire du Bas-Congo. En effet, depuis ces événements, nombreux sont ceux qui ont perdu foi en l'Etat et en la construction démocratique du pays. Le désintérêt quant à la chose politique en général et aux futures échéances électorales semble grandissant en particulier chez les jeunes. Et même si le Bas-Congo a été

l'une des premières provinces à organiser l'enrôlement des populations avec un certain succès, nombre de personnes possédant désormais une carte d'électeur affirment ne pas vous vouloir se rendre aux urnes pour les élections.

Ainsi, le projet d'accompagnement des populations aux élections mis en œuvre par le CRAFOD doit contribuer d'une part à renforcer les connaissances de ces populations à la fois en matière de démocratie, de citoyenneté et de prévention des conflits tout en faisant la promotion de la participation des jeunes et des femmes aux élections et en contribuant à la transparence et au bon déroulement des différents scrutins qui seront organisés en principe jusqu'en 2013 (présidentielles, législatives nationales et provinciales, municipales).

Pour cela le CRAFOD base sa stratégie d'intervention sur la construction d'un dialogue citoyen visant à améliorer la communication entre la population et les autorités politico-administratives. Car d'une part le désintérêt des populations pour les élections est la conséquence d'un manque de confiance envers l'Etat, et d'autre part on constate que la plupart du temps les hommes politiques ne considèrent ni les intérêts ni les aspirations de leurs concitoyens. Cette approche demande donc un travail de préparation en amont du travail direct sur les élections qui se fait les mois précédents le vote des citoyens.

La préparation de l'intervention : identification et renforcement des organisations de base

En fait depuis deux ans l'équipe du CRAFOD travaille avec des organisations de base pour les préparer à intervenir et préparer les populations. Trois types de structures ont ainsi bénéficié de l'accompagnement du CRAFOD : des associations de jeunes du district des Cataractes, des groupes d'animation urbaine à Matadi et des Commissions Justice Paix et Sauvegarde de la Création issues des communautés de l'Eglise du Christ au Congo (ECC Bas-Congo).

Parmi ces organisations, certaines ont pu aujourd'hui amorcer une coopération avec les autorités locales. C'est le cas par exemple des Noyaux d'Action pour la Participation Populaire de la ville de Matadi qui ont créé des cadres de concertation avec les autorités municipales.

Ceci est aussi une manière de légitimer ces organisations dans le but qu'elles puissent travailler plus sereinement durant la période électorale. Car le travail sur les élections en RDC comme dans de nombreux pays de par le monde comporte des risques pour les organisations et les individus. Aussi il est nécessaire de procéder à une identification des structures et des personnes avec lesquelles on souhaite engager des activités.

Le travail de préparation fait en amont a donc été l'occasion de tester l'envie réelle des membres des organisations de base à s'investir dans des activités spécifiques sur les élections, d'identifier les structures qui malgré leur statut apolitique sont en fait parrainées par des hommes politiques, ou des membres qui ont eux-mêmes des ambitions politiques et risquent donc de manquer d'objectivité dans leur travail.

Ces organisations ont ensuite été renforcées par le CRAFOD entre autre dans les domaines de l'éducation à la citoyenneté et l'analyse de contexte sociopolitique. Puis elles ont à leur tour sensibilisé la population sur les thèmes des Droits Humains et des devoirs et pouvoirs du citoyen.

Les Commissions Justice Paix et Sauvegarde de la Création des communautés évangéliques de l'ECC/Bas-Congo qui ont participé aux ateliers de redynamisation de la CJPSC provinciale organisés par le CRAFOD en 2010, ont depuis mis en œuvre des activités de sensibilisation à la citoyenneté au niveau de leurs paroisses.

L'élaboration des activités avec les organisations de base : l'analyse du contexte, le timing et l'appropriation

A partir de là, les activités spécifiques aux élections peuvent être planifiées avec les organisations de base et les stratégies élaborées en fonction du contexte dans lequel évolue chaque partenaire. La recherche du bon timing s'avère ici capitale. Travailler trop longtemps en avance avec les bénéficiaires, c'est risqué que les messages délivrés et le contenu des activités se perdent d'ici les élections. Travailler juste avant les échéances électorales, c'est risqué l'interdiction des autorités d'organiser des activités.

Ce travail repose donc sur une approche participative dans un souci d'appropriation des concepts et des activités par les bénéficiaires. Les membres des organisations sont invités à produire leur propre réflexion sur les thèmes abordés, à analyser le contexte sociopolitique et à élaborer les activités qu'ils vont à leur tour mettre en œuvre.

Ainsi les organisations bénéficiaires développent leurs propres activités pour démultiplier les connaissances acquises à l'occasion des ateliers afin de toucher le plus grand nombre de personnes. Appuyer ces organisations dans la mise en œuvre d'activités permet aussi de les responsabiliser davantage et de montrer aux populations qui les entourent que chacun peut devenir un acteur dynamique du processus démocratique dans une perspective d'intérêt commun.

L'expression des populations : le rôle du citoyen et le rôle du politique

Le travail des organisations accompagnées par le CRAFOD consiste donc à accompagner les populations bénéficiaires durant toute la période d'élections, c'est-à-dire jusqu'en 2013.

Ce travail commence dans le cadre d'ateliers et de réunions de proximité par une sensibilisation des gens sur le fonctionnement du scrutin,

l'utilité du vote et l'importance d'une élection pour la construction d'une démocratie. Quel est la signification du concept de citoyenneté et de civisme en période d'élections et quelles sont les responsabilités qui découlent du rôle de citoyen ? Quel est le devoir du citoyen (le devoir civique) et quel est son pouvoir (le pouvoir des urnes) ?

Ces activités se déroulent de manière interactive et non sous la forme d'une simple campagne de sensibilisation. Les animateurs doivent questionner les participants sur leur vision des élections. Puis les personnes présentes à ces séances doivent s'exprimer sur ce qu'ils attendent des élections et sur ce qu'ils attendent des différents candidats et des futurs élus.

Ici, on doit aborder le concept de redevabilité. Les gens doivent être conscients qu'on doit élire un programme politique, une vision à long terme du développement plutôt qu'un individu que ce soit pour sa notoriété, sa capacité à distribuer de l'argent et des promesses lors de sa campagne ou encore son appartenance ethnique, clanique et religieuse.

Les résultats de ces activités de sensibilisation et d'expression populaire doivent alors être communiqués aux autorités politico-administratives, aux différents candidats mais aussi aux autres acteurs du développement social (ONG, bailleurs...). Le regard que portent les citoyens à la base et leurs attentes doivent être partagés avec la sphère politique mais également à travers les réseaux de la société civile afin de faire connaître les aspirations des électeurs et montrer qu'ils sont bien des citoyens responsables et des acteurs dynamiques à part entière de la vie politique congolaise.

L'importance du travail en réseaux

A ce stade du projet, le concept d'alliance et de réseau devient alors très important. Comment faire passer un message fort et crédible ? Comment apparaître légitime aux yeux des politiques ? Cette forme de plaidoyer doit être menée en collaboration avec d'autres partenaires. Le

CRAFOD et les organisations qu'il accompagne, se doivent donc de partager ce travail avec d'autres structures dans le cadre de réseaux.

Par exemple, la Commission Justice Paix et Sauvegarde de la Création de l'Eglise Protestante commence déjà à travailler sur des stratégies de communication communes avec la Commission Justice et Paix de l'Eglise Catholique. Cette collaboration entre les deux grandes Eglises congolaises peut représenter un atout de taille au moment d'interpeller les décideurs avec le message des populations.

De même, toutes ces structures constituent un dispositif de veille avant, pendant et après les élections, avec pour mission d'observer l'évolution du contexte pré et postélectoral et d'alerter les acteurs de la société civile des réseaux nationaux ou internationaux en cas de tensions au niveau local.

Ainsi, le CRAFOD en tant que point focal diffuse les informations qu'il reçoit des organisations de base et des personnes ressources via les réseaux dont il est membre (Service Civil Pour la Paix et réseau Mbongi Ya Nsobolo). Ceci peut permettre de prévenir une escalade de la violence ou au moins d'informer les acteurs internationaux sur une situation locale grave.

Les enjeux de la démocratie à l'échelle locale : un accompagnement sur le long terme

L'accompagnement des populations mis en œuvre par le CRAFOD se révèle-t-il suffisant pour garantir des élections totalement apaisées ? En ce qui concerne les élections présidentielles, notre action ne peut certes pas impacter sur le contexte de Kinshasa et des autres provinces, cependant au niveau local elle peut contribuer à réduire les risques d'escalade de la violence. Mais surtout elle doit amener les citoyens à réfléchir sur la valeur et la fragilité du processus démocratique en cours dans leur pays ainsi que sur leur rôle d'électeur et d'acteur de la construction politique du pays.

Comme on l'a dit précédemment l'accompagnement des populations aux élections ne doit pas s'arrêter au lendemain des résultats de l'élection présidentielle. Et sur le plan local, les enjeux de la démocratie à l'échelle provinciale sont tout aussi importants que les enjeux politiques nationaux. Dans le cadre de la décentralisation de la RDC, les pouvoirs de la province prennent davantage de poids. Enfin d'ici à 2013, les premières élections municipales devraient être organisées.

Ces élections locales seront l'occasion de toucher plus aisément les candidats locaux et d'initier avec eux un véritable travail sur la gouvernance locale. C'est donc pour ce moment précis que les populations doivent être prêtes à décider par qui et de quelle manière elles souhaitent être gouvernées.

Expérience du Rio par rapport aux élections en RD Congo

par Odile Bula Bula et Jessie Bohr

Le Réseau d'Innovation Organisationnelle en sigle (RIO), un service technique de l'ECC/Sud-Kivu qui œuvre sur la promotion de la culture de paix dans la sous région des pays des Grands Africains.

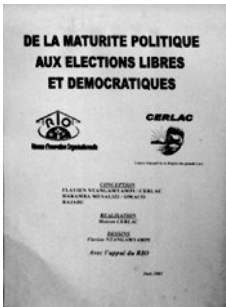
Pour les élections 2006 ; notre expérience a porté sur

- L'organisation d'un séminaire atelier sur l'implication de la femme protestante dans le processus électoral en RDC. 35 femmes présidentes communautaires et chargées de département femmes et familles et 5 pasteurs étaient réunis pendant 3 jours. Il s'agissait de préparer la femme protestante à répondre aux vœux de la population sur la possibilité d'élire les candidats de leurs choix. Un candidat compétent utile à lui – même et à la société. L'objectif de la session était de sensibiliser et de former les leaders féminins des communautés membres de l'ECC/Sud-Kivu sur les valeurs et les principes démocratiques, la bonne gouvernance et l'organisation des élections libres et transparentes en RDC. Le choix des femmes étaient motivées par le fait qu'elles sont les plus instrumentalisées par les politiciens qui leur distribuent pagnes, poissons salés et autres.
- La question étant globale, le RIO a résolu de mettre sur pied un certain nombre d'outils de sensibilisation et d'éducation de la population aux élections :
 - La boîte à images « de la maturité politique aux élections libres et démocratiques a été produite ». Cet outil a été mis à la disposition des acteurs de la société civile pour leurs animations. Certaines organisations l'ont utilisé dans les territoires de Walungu et d'Uvira

- L'album musical « bic rouge anti mihali » traduisant le fait que la population devra utiliser le stylo rouge pour apprécier et désapprécier les candidatures, produit avec la Synergie des artistes musiciens de Bukavu. Cet album a été distribué aux radios communautaires de la province pour balancer ces chansons. La chanson « tuchague sisi sote » qui signifie « votons tous » appelait la population à s'enrôler et expliquer la procédure à suivre pour aller voter. La chanson « twa wajua » qui signifie « nous le connaissons » dégageait le profil d'un bon candidat pour lequel on peut voter. Ces chansons ont eu beaucoup de succès durant cette période étant donné que les radios publiques ne faisaient que la campagne des tenants du pouvoir alors que les radios communautaires sensibilisaient les populations au vote et au profil d'un bon candidat.

Fait à Bukavu, le 28 juin 2011

Elément
de la
boîte à
images
développée par
RIO



A travers la CEJP – Burundi l’Eglise Catholique a joué un rôle-clé lors des dernières élections

par Apollinaire Niyongabo,
Commission Episcopale Justice et Paix, Burundi

Les premières élections du Burundi indépendant ont été tenues dans une situation politique tendue caractérisée par une intolérance politique. Des concurrents se sont traités de tous les noms dès leur entrée en compétition politique. Qu’on rappelle le passé pas très lointain de 1993 lorsque le Burundi a organisé les premières élections véritablement démocratiques.

A cette époque, une campagne teintée de haine ethnique a été observée. Elle était animée d’une part, par le FRODEBU (Front pour la Démocratie du Burundi), alors le premier parti de l’opposition qui s’est révélé puissant dès sa création. Le parti – Etat, Uprona alors seul aux affaires, d’autre part, céda à la provocation et tomba dans le piège tendu par son concurrent en entretenant lui aussi une campagne haineuse contre son rival. La conséquence fut tragique car, une fois élu, le candidat du Frodebu, Melchior Ndadaye, fut assassiné 100 jours après son règne. Ce coup fatal donna lieu à une avalanche de tragédies car des milliers d’innocents furent massacrés, des villages incendiés, des biens saccagés. Une rébellion fut formée une année après et imposa une guerre meurtrière au Burundi pour une dure période de 12 ans.

En dépit d’un accord dit de paix et de réconciliation âprement négocié pendant plus de 2 ans dans la ville d’Arusha en Tanzanie et signé le 28 août 2000, les hostilités ne cessèrent pas pour autant. Il aura fallu de nouvelles négociations entre le gouvernement burundais et le principal mouvement rebelle, le CNDD-FDD pour obtenir une accalmie. Une

fois sortis du maquis en novembre 2003, les combattants de ce parti s'attirèrent la sympathie de la population et remportèrent haut la main, les élections communales, législatives, présidentielles, sénatoriales et même collinaires de mai à septembre 2005.

La gestion du pays par les vainqueurs des élections de 2005 fut quelque peu désordonnée : on observa une vague d'arrestations et d'emprisonnements des leaders politiques dont l'ancien président Domitien Ndayizeye, son ancien vice-président, Alphonse Marie Kadege. Un système de détournements, de malversations et de corruption fut érigé en mode de gouvernement. Le parti au pouvoir fut traversé par des divisions de toutes sortes consécutives au limogeage de l'ancien président du parti, Hussein Radjabu, le 27 février 2007, un système pour museler l'opposition et les médias fut instauré, des assassinats ciblés se manifestèrent. Bref un système de terreur a été instauré au Burundi tout au long de la première législature du CNDD-FDD à tel point que certains citoyens furent dans l'obligation de s'exiler comme l'ancien porte-parole du président Domitien Ndayizeye, M. Pancrace Cimpaye.

C'est donc dans ce climat incommodant d'insécurité qu'ont été organisées les élections de 2010. Même la nomination des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (Ceni) a été problématique au départ car, le parti au pouvoir voulait imposer la composition de cet organe au mépris des desideratas des partis de l'opposition. Il aura fallu beaucoup de temps pour obtenir un consensus. De même, le calendrier de la tenue des élections a été durement discuté, le CNDD-FDD voulant que les élections commencent par les présidentielles au moment où les partis de l'opposition souhaitaient quant à eux que les présidentielles viennent après les autres scrutins. C'est donc suite à ces diverses péripéties que tous les regards de la communauté nationale et internationale ont été focalisés sur ces élections de 2010.

Instruite de l'expérience du passé, l'Eglise Catholique du Burundi, par le biais de la Commission Episcopale Justice et Paix (CEJP) qui est une émanation de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi (CECAB) et dont la mission est de promouvoir une culture de droit, de

justice et de réconciliation par l'éducation à la paix et à la justice et par la promotion et la défense des droits de la personne humaine à la lumière de l'Évangile et de l'Enseignement Social de l'Église a voulu contribuer à ce qu'il y ait des élections pacifiques, libres et transparentes. Grâce à son projet « Élections » beaucoup d'actions ont été menées. L'objectif de cet accompagnement était de contribuer à la tenue des élections démocratiques, libres, pacifiques en vue de l'instauration d'un Etat de droit au Burundi. Les activités réalisées dans ce cadre s'étendaient sur la période pré-électorale (prévention de la violence électorale, sensibilisations sur l'importance des valeurs civiques et démocratiques), sur la période électorale (observation des scrutins), et pour le moment sur la période post-électorale en vue d'accompagner les nouveaux élus.

Les activités liées au programme « Élections » se sont étalées principalement sur deux périodes à savoir la période pré électorale et la période électorale. La période pré – électorale a été principalement marquée par les activités de préparation aux scrutins. Il s'agissait principalement du monitoring des droits civils et politiques liés aux élections ; des sensibilisations sur les thèmes liés aux valeurs civiques et démocratiques, la Non Violence Active, et le bien-fondé du désarmement ainsi que les formations des observateurs et des superviseurs électoraux.

Concernant le monitoring des droits civils et politiques, grâce au financement de TROCAIRE (Agence Catholique d'Irlande pour le Développement Mondial), la CEJP a récolté toutes les données en rapport avec les différentes violations des droits civils et politiques liées aux élections qui se commettaient pendant la période pré électorale afin de prévenir les éventuels conflits électoraux en faisant le plaidoyer nécessaire pour un changement de comportement en matière de respect des droits civils et politiques. A cette fin la CEJP a identifié et formé un réseau de 75 moniteurs répartis sur toutes les communes qui ont relevé les différentes violations des droits civils et politiques commis dans les communes. Ces données ont permis à la CEJP de produire 4

rapports de monitoring qui auront servi à mettre en évidence toutes les irrégularités liées aux droits civils et politiques pendant la période pré électorale et à faire un plaidoyer envers les concernés afin de prévenir les conflits électoraux. Toujours dans le cadre de la prévention de la violence électorale, la CEJP en collaboration avec des organisations de la société civile (nationales et internationales) ont exécuté, le Projet AMM (Amatora mu Mahoro) c'est-à-dire « des élections dans la paix » qui est en fait un projet de monitoring des principes démocratiques. Avec ce partenariat, le nombre de moniteurs a été augmenté jusqu'à 450, qui ont été répartis sur toutes les communes. Cela a permis la production de 5 rapports, dont un rapport global, qui couvrait la période du 26 Avril au 12 Septembre 2010. Ces rapports auraient également servi de manière globale à cartographier les zones à risque en ce qui concerne les violences électorales et de prévenir dans la mesure du possible, ces violences.

Au cours de cette même période pré-électorale, la CEJP a mené des actions de sensibilisation de la population sur des thèmes liés à la tenue des élections de 2010. Trois thèmes ont été retenus, à savoir les valeurs civiques et démocratiques, la non violence active et le bien fondé du désarmement. Ces thèmes étaient développés pour environ 560 leaders communautaires des différentes provinces du Burundi choisis parmi les leaders des organisations locales, les groupes socio professionnels, les Commissions Diocésaines Justice et Paix (CDJP), et les Commissions Paroissiales Justice et Paix (CPJP). La CEJP a également lancé des messages de sensibilisation sur les trois thèmes, à travers les médias (Spots de sensibilisation et émissions publiques), et les affiches publicitaires qui ont été placardés dans les endroits publics.

L'autre activité menée concernait la formation des superviseurs et des observateurs pour assurer l'observation des différents scrutins. Les agents électoraux avaient été répartis en trois catégories. Il y avait d'abord, des superviseurs diocésains. Ces derniers avaient reçu une formation sur l'observation électorale. En outre, ils étaient associés à toutes les réunions de préparation des élections et participaient à temps

plein à l'élaboration de tous les mécanismes et outils qui facilitaient cette observation.

Il y avait ensuite les superviseurs communaux : au total, 152 superviseurs ont été formés dans tous les diocèses catholiques sur les techniques de l'observation et de supervision de l'observation électorale. Ils étaient entre autres chargés de former les observateurs sur les techniques de l'observation et de les suivre pendant l'observation des scrutins afin de se rassurer s'ils accomplissent correctement leur tâche.

Il y avait enfin les observateurs : Ces derniers étaient répartis sur les différents Bureaux de Vote, et avaient bénéficié d'une formation de 2 jours sur les techniques de l'observation électorale. Ils avaient comme mission d'observer le déroulement des scrutins et avaient à cet effet une fiche d'observation qu'ils devaient compléter et remettre, à l'issue de chaque scrutin au superviseur diocésain qui, à son tour devait acheminer toutes les fiches à la CEJP. Il importe de souligner qu'à la fin de chaque scrutin, l'Eglise Catholique a sorti une déclaration pour dire ce qu'elle a vu sur terrain grâce aux superviseurs et observateurs. D'autres activités menées dans le cadre du projet « Élections » concernent la diffusion des émissions d'éducation et de sensibilisation. Dans ce cadre, des émissions, des tables rondes et des multiplex ont été produits dans l'objectif de renforcer l'éducation aux valeurs civiques et démocratiques pendant la période électorale, mais également pour promouvoir la culture du dialogue comme méthode de résolution pacifique des conflits et de prévention de la violence électorale.

Pendant la période électorale, la Commission Episcopale Justice et Paix a joué un rôle clé car, elle a pu déployer environ 2400 observateurs électoraux à travers tout le pays. En marge des activités réalisées par la CEJP, l'Eglise Catholique à travers les évêques, a appelé le peuple burundais à ne pas voter pour « des gens pleins de cupidité ». D'après l'Agence France Presse (AFP) du 26 décembre 2009, Les évêques catholiques du Burundi ont souligné sans ambages qu'« il serait anormal de suivre des hommes qui utilisent un langage qui tue, qui usent de violence, qui sont pleins de cupidité et de démagogie, sans un programme

politique pour reconstruire la Nation ». Toutefois, ils se sont gardés d'indexer qui que ce soit car, ils ont souligné qu'ils ne veulent pas « désigner du doigt ceux à qui vous (les votants) accorderez votre suffrage, ni ceux à qui vous le refuserez, (...), mais nous souhaitons de tout cœur que notre Burundi soit confié à des dirigeants prêts à se sacrifier pour son développement réel ».

Aujourd'hui, des efforts sont consentis pour aider les nouveaux élus à jouer pleinement leur rôle à la satisfaction de tout le monde, c'est du moins la raison d'être du programme de Bonne gouvernance exécuté à travers plusieurs communes du pays. Les moniteurs formés ainsi que les anciens observateurs et superviseurs des élections apportent toujours leur soutien à la CEJP dans la réalisation de ce programme. Cette contribution de l'Eglise Catholique à ce qu'il y ait un bon climat au Burundi ne date pas d'hier. Elle a toujours passé des messages de paix à travers ses journaux (le journal NDONGOZI), à travers ses radios (Radio Ijwi ry'amahoro « voix de l'espoir » et radio Maria) et à travers la revue de la CEJP. Des Fora pour jeunes ont été organisés au niveau paroissial, national, voire régional ainsi que des marches pour la paix dans tous les coins du pays pour calmer les esprits secoués. Ceci a beaucoup contribué à semer, au sein des Chrétiens et même de la population, un esprit de rapprochement et de fraternité durant une période politiquement difficile.

En définitive, même si les élections de 2010 au Burundi ont engendré un contentieux électoral resté irrésolu jusqu'à aujourd'hui, l'Eglise Catholique, peut se targuer d'avoir contribué, grâce à son monitoring, à son observation électoral à ce qu'il y ait des élections apaisées. Certes, certains leaders politiques, ont décidé d'abandonner les élections après les communales du 24 mai 2010 accusant le parti au pouvoir d'avoir triché, mais au niveau de la communauté à la base, la population est restée quand même sereine.

Partenaires SCP/ EED en RDC :

- **CCEF (Centre Congolais de l'Enfant et de la Famille)**
Kinshasa-Gombe, RD Congo
e-mail: masiala1@yahoo.fr
- **CEFORMAD (Centre de Formation en Management et Développement Organisationnel)**
Gombe – Kinshasa, RD Congo
e-mail: ceformad@ic.cd
www.ceformad.org
- **CRAFOD (Centre Régional d'Appui et de Formation pour le Développement)**
Kimpese / Bas-Congo, RD Congo
e-mail: crafod@crafod.org
www.crafod.org
- **HEAL Africa**
Nord Kivu, Goma, RD Congo
e-mail: healafrica.lyn@gmail.com
www.healafrica.org
- **RIO (Réseau d'Innovation Organisationnelle)**
e-mail: riobukavu@yahoo.fr, riobukavu@hotmail.com
www.riobukavu.org
- **SADRI (Service d'Appui au Développement Régional Intégré)**
Lubumbashi, RD Congo
e-mail: eccsadri@yahoo.fr
- **ULPGL, Université Libre des Pays des Grands Lacs, Goma, RDC**
<http://www.ulpgl.net>

Partenaire EED :

Pole Institute, Goma, RD Congo,
www.pole-institute.org

Civil Peace Service (CPS) Partners of EED in the Mano River Region (MRR):

Sierra Leone

- **SLADEA (Sierra Leone Adult Education Association)**
Email: sladeasec@hotmail.com
www.globalhand.org/data/sierra-leone-adult-education-association-sladea
- **SLOIC (Sierra Leone Opportunities Industrialization Centre)**
Email: sloic_nationaloffice@yahoo.com, samligi747@yahoo.com
- **CCSL (Council of Churches in Sierra Leone)**
Email: councilofchurchesinl@yahoo.com
<http://www.oikoumene.org/en/member-churches/regions/africa/sierra-leone/ccsl.html>
- **YWCA (Young Women's Christian Association – Sierra Leone)**
Email: ywcasaleone@yahoo.com
- **MADAM (Mankind's Activities for Development Accreditation Movement)**
Email: madamsl2002@yahoo.com

Liberia

- **CHAL (Christian Health Association of Liberia)**
Email: chal_secretariat@yahoo.com
<http://www.oikoumene.org/de/mitgliedskirchen/regions/africa/liberia/lcc.html>
- **LCC (Liberia Council of Churches)**
Email: liberiacouncilchurches@yahoo.com
<http://www.oikoumene.org/en/member-churches/regions/africa/liberia/lcc.html>
- **NARDA (New African Research & Development Agency)**
Email: narda_liberia@usa.com

AGEH

Partenaires – Burundi :

Commission Épiscopale Justice et Paix Burundi – Bujumbura,
cejpbdi@yahoo.fr

Commission Diocésaine Justice et Paix Archidiocèse de Bujumbura – Bujumbura,
cdjpbuja@yahoo.fr

Partenaires – République Démocratique du Congo :

Commission Episcopale Justice et Paix RD Congo – Kinshasa,
commission_justice_paix_aceac@yahoo.fr – <http://www.cejp-rdc.org>